



Numéro 1 - mars 2016

Début 2016, les prix des produits agricoles sont orientés à la baisse en raison du recul des prix des légumes et des céréales

■ Synthèses Viticulture

Après deux années de baisse, rebond des exportations de vins vers les pays tiers en 2015

L. Bernadette

■ Synthèses IAA

Au 3^e trimestre 2015, l'activité des IAA a de nouveau progressé sur un an

M. Kuhn-le-Braz

■ Synthèses Porcins

En 2015, le marché français du porc subit une forte baisse des cours, sous l'effet d'une production européenne en hausse et d'une concurrence renforcée entre pays de l'UE

C. Pendariès

■ Synthèses Ovins

2015 : une production d'agneaux en hausse pour la seconde année consécutive

M.A. Lapuyade

■ Synthèses Commerce extérieur agroalimentaire

En 2015, les exportations de vins et alcools tirent la croissance de l'excédent agroalimentaire français

T. Champagnol



Éditorial

Début 2016, les prix des produits agricoles sont orientés à la baisse en raison du recul des prix des légumes et des céréales

Après un automne très doux et sec, avec un mois de novembre au 3^e rang des mois de novembre les plus chauds depuis 1900, derrière 1994 et 2014, et un mois de décembre le plus chaud depuis 1900, l'hiver s'est poursuivi avec des températures également supérieures aux normales. La pluviométrie nettement excédentaire enregistrée en février a permis de réduire le déficit cumulé depuis le 1^{er} septembre 2015. Toutefois, l'indice d'humidité de sols reste contrasté au 1^{er} mars selon les régions (*Infos rapides Climatologie, mars 2016*).

Ce climat, propice aux semis d'hiver dans la plupart des régions, a déséquilibré les marchés de certains légumes d'hiver comme le chou-fleur, les salades et l'endive en favorisant la progression rapide de l'offre à partir de novembre, en décourageant leur consommation ou en accroissant la concurrence entre eux. Les cours de ces légumes ont ainsi reculé en novembre, orientant, depuis lors, l'ensemble des prix des légumes à la baisse sur un an. La campagne de la tomate démarre également précocement et les prix sont en retrait. En février, les cours des légumes sont toujours en repli sur un an et par rapport à la moyenne des cours 2011-2015 (*Infos rapides Légumes, mars 2016*).

Malgré une consommation active en début d'année et un certain rafraîchissement des températures en janvier et février, les cours des fruits ne progressent pas sur un an et reculent par rapport à la moyenne des cours 2011-2015. Les cours du kiwi sont pénalisés par une offre supérieure à la demande. Ceux de la pomme sont à l'équilibre sur un an, soutenus par des marchés intérieurs et extérieurs toujours dynamiques, malgré des stocks en progression fin février, dans un contexte de hausse de la production. Ils restent toutefois inférieurs à la moyenne 2011-2015. Les prix de la poire progressent en janvier et février, favorisés par le recul de la production en poire d'automne, des ventes dynamiques et des stocks limités (*Infos rapides Stocks Pommes-Poires, mars 2016*).

Les emblavements en céréales d'hiver augmentent sur un an et par rapport aux cinq dernières campagnes. Les céréales à paille progresseraient, à l'exception du triticale. Les surfaces en blé dur augmenteraient assez fortement pour la deuxième année consécutive, grâce à un rapport de prix blé dur/blé tendre favorable. Toutefois, les surfaces demeureraient stables par rapport à la moyenne 2011-2015 (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages, janvier 2016*). Outre un bilan mondial très lourd, notamment en stocks et une demande atone, la

situation économique dégradée (recul des bourses et du prix du pétrole, ralentissements économiques) continue de peser sur les prix sur un an et par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Les cours des oléagineux subissent toujours la pression de l'or noir et ne sont plus que légèrement supérieurs à ceux de janvier 2015. Les prix de la pomme de terre doublent quasiment sur un an, en lien avec le recul de la production.

À l'exception de l'Est de la France, la campagne viticole 2015 a globalement peu souffert de la canicule de l'été, grâce à des pluies de fin d'été dans l'Ouest bénéfiques à la production de vins pour eau-de-vie, notamment de cognac ainsi qu'à celle de vins IGP, situés principalement en Languedoc-Roussillon. Les disponibilités (stocks de début de campagne + récolte) progresseraient (+ 2 %) tous vins confondus. Les disponibilités en AOP seraient stables tandis que celles en vins hors appellation augmenteraient (*Après deux années de baisse, rebond des exportations de vins vers les pays tiers en 2015, Viticulture, n° 2016/279, janvier 2016*). Après la quasi-stabilité des prix à un niveau élevé sur la campagne 2014-2015, les prix à la production des vins d'appellation, hors Champagne, baissent de 1 % sur les six premiers mois de la campagne 2015-2016 par

rapport à la même période de 2014-2015, tout en demeurant nettement au-dessus de la moyenne sur cinq ans. Toutefois, les cours progressent depuis novembre 2015 et dépassent ceux atteints un an auparavant.

En 2015, les productions françaises d'animaux de boucherie se sont accrues par rapport à 2014, à l'exception de l'offre d'ovins, demeurée quasiment stable en têtes, dans un contexte de prix à la production en recul pour la totalité des espèces. Après le repli des exportations de brouillards en octobre, à la suite de la fièvre catarrhale ovine (FCO) dont les premiers foyers ont été détectés en septembre, les ventes ont nettement repris en novembre, en particulier à destination de l'Italie, le marché turc n'ayant pas encore retrouvé les rythmes d'achat d'avant la crise. Sur l'ensemble de l'année, les exportations de brouillards ont progressé, portées par les ventes à destination de la Turquie, celles vers l'Italie ayant reculé. Les abattages ont augmenté, en particulier ceux de vaches laitières, dans un contexte de fortes disponibilités et de baisse du prix des produits laitiers. En janvier 2016, les abattages de vaches poursuivent leur progression et les cours continuent de reculer sur un an (*Infos rapides Bovins, février 2016*).

En 2015, la production d'agneaux s'est stabilisée en têtes et a légèrement progressé en poids sur un an. Sur fond de repli du cheptel de souche et de recul important des importations d'animaux vivants, les abattages d'agneaux ont diminué. L'excédent commercial, en recul constant depuis 2011, s'est amélioré. Toutefois, les ventes ont souffert en fin d'année de difficultés d'accès aux marchés espagnol et italien, à la suite de la FCO. Malgré des niveaux élevés en début d'année, les prix ont diminué en moyenne par rapport à 2014 (*2015 : une production d'agneaux en hausse pour la seconde année consécutive, Ovins, n° 2016/282, mars 2016*). En janvier 2016, les abattages totaux d'ovins sont en hausse sur un an, en particulier ceux des ovins de réforme, les conditions climatiques propices au maintien des

animaux sur les exploitations ayant permis d'augmenter leur poids. Les cours poursuivent leur repli sur un an pour se retrouver au niveau de janvier 2015 (*Infos rapides Ovins, février 2016*).

Après plusieurs années de recul, la production porcine s'est stabilisée en têtes en 2015. En poids, elle a confirmé la reprise amorcée en 2014. Les exportations de viande ont fléchi en 2015, la hausse des ventes aux pays tiers, et notamment à la Chine, n'ayant pu compenser la baisse marquée vers l'Europe. Le recul est particulièrement net à destination de l'Italie, principal client (*En 2015, le marché français du porc subit une forte baisse des cours, sous l'effet d'une production européenne en hausse et d'une concurrence renforcée entre pays de l'UE, Porcins n° 2016/281, mars 2016*). En janvier 2016, les abattages de porcins progressent en têtes et surtout en poids. Face à une offre toujours supérieure à la demande et des difficultés à l'exportation, les prix poursuivent leur baisse (*Infos rapides Porcins, février 2016*).

En 2015, les poulets et, à un moindre degré, les canards ont contribué à la hausse globale des abattages. La production de volaille de chair a été en légère hausse, portée essentiellement par celle de poulet. Elle s'inscrit dans un contexte de consommation intérieure soutenue et d'exportations dynamiques vers les pays tiers, notamment le Proche et Moyen-Orient ainsi que l'Afrique subsaharienne. Si l'influenza aviaire survenue en France en fin d'année 2015 a eu peu d'impact sur le bilan 2015, ses effets pourraient se faire sentir au 1^{er} semestre 2016. En janvier 2016, les abattages de volailles poursuivent la progression sur un an, enregistrée en 2015, sous l'effet de la hausse des abattages de poulets et de dindes, ceux de canards reculant.

S'agissant des œufs de consommation, la production calculée par bilan, a progressé légèrement en 2015 sur un an. Il en va de même des exportations d'œufs en coquille et d'ovoproduits, soutenus tout au long de l'été par la demande nord américaine, à la suite d'une influenza aviaire sur

son territoire. Les prix à la production ont fléchi depuis, particulièrement en décembre 2015 et janvier 2016. En 2015, les mises en place de poulettes de ponte d'œufs de consommation ont reculé sur un an et les perspectives de production tablent sur un repli sur les quatre premiers mois de 2016 (*Infos rapides Aviculture, mars 2016*).

Après un début de campagne 2015 plutôt stable par rapport à 2014, la collecte française de lait de vache est repartie à la hausse entre septembre et décembre, favorisée par des conditions météo clémentes et un cheptel étoffé, malgré une hausse des réformes de vaches laitières. La collecte européenne est, quant à elle, dynamique depuis avril (fin des quotas), surtout en Europe du nord. Face à une situation très lourde sur le marché mondial des produits laitiers (offre abondante mais demande en berne) le marché national du lait pâtit de la baisse des prix des produits laitiers au niveau mondial. Parmi les fabrications nationales de produits, seules celles de crème fraîche conditionnée, de poudre de lait et de lactosérum progressent en janvier sur un an (*Infos rapides Lait, mars 2016*).

Sous l'effet du recul des prix des cours des légumes et surtout des céréales, les prix des produits agricoles à la production, en janvier 2016, sont tirés à la baisse sur un an. De leur côté, les prix à la consommation des produits alimentaires sont en légère progression tandis que ceux des boissons non alcoolisées se replient (*Infos rapides Prix agricoles et alimentaires, février 2016*).

Dans le sillage des baisses enregistrées en 2015, le coût des intrants fléchit en janvier 2016 sur un an et par rapport au mois précédent, essentiellement en lien avec la diminution des cours du pétrole. Les prix des engrais et des aliments sont également en repli. Sur l'année 2015, la production d'aliments a baissé, principalement du fait des aliments bovins et porcins. Le recul se poursuit en janvier pour toutes les catégories et notamment les volailles, sous l'impact de la baisse de la demande des élevages de poules pondeuses d'œufs

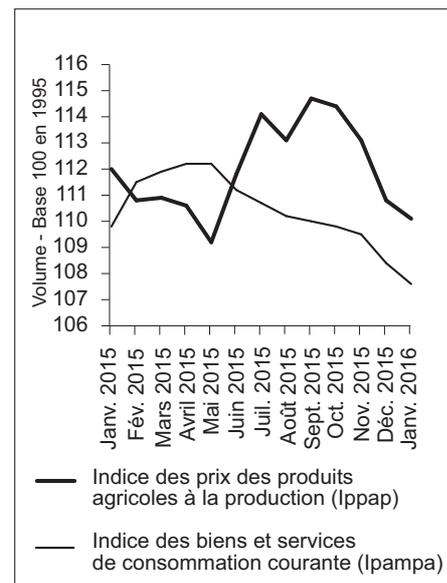
de consommation et de canards (*Infos rapides Coûts de production, mars 2016*).

Au 3^e trimestre 2015, l'activité des IAA hors tabac progresse sur un an, grâce au dynamisme de la production de boissons, la production des industries alimentaires demeurant stable sur la période. Le chiffre d'affaires s'accroît, la hausse de la production compensant la baisse des prix (*Au 3^e trimestre 2015, l'activité des IAA a de nouveau progressé sur un an, Industries agroalimentaires n° 2016/280, janvier 2016*).

En 2015, l'excédent des échanges agroalimentaires français a progressé sur un an, malgré un recul au dernier trimestre. Les volumes ont plus que compensé la baisse des prix agricoles. Les boissons ont été les principaux contributeurs à la fois en volume et en prix, à la hausse, sous

l'effet de la demande chinoise et américaine (*En 2015, les exportations de vins et alcools tirent la croissance de l'excédent agroalimentaire français, Commerce extérieur agroalimentaire n° 2016/283, mars 2016*). En janvier 2016, l'excédent des échanges est en baisse, soit le plus faible niveau enregistré pour un mois de janvier depuis six ans. Il recule à la fois pour les produits bruts et les produits transformés. S'il se réduit avec l'UE sous l'effet de la baisse des exportations, il s'accroît avec les pays tiers. La dégradation des échanges d'oléagineux (plus d'importations de soja et moins d'exportations de colza), combinée à la hausse des importations de fruits pèse sur l'excédent des produits agricoles. Concernant les échanges de produits transformés, le repli des ventes de produits laitiers tire l'excédent vers le bas (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire, mars 2016*).

En janvier 2016, les prix des produits agricoles à la production et les prix des moyens de production agricole poursuivent leur recul



Sources : Agreste, Insee

[Retour éditorial](#)

Après deux années de baisse, rebond des exportations de vins vers les pays tiers en 2015

En 2015, la récolte viticole française, estimée à 47,9 millions d'hectolitres, se situerait au-dessus de la moyenne des cinq dernières années. Sur les onze premiers mois de l'année, les exportations en volume de vins d'appellation d'origine protégée (AOP), hors champagne, progressent à destination des pays tiers, notamment vers la Chine, alors qu'elles reculent nettement vers l'Union européenne comparées à la même période de 2014. En valeur sur la même période, les exportations, repartent à la hausse, principalement en direction des pays tiers. Après une légère baisse en 2014/2015 et un début de campagne 2015/2016 encore en repli, les prix des vins d'appellation amorcent un redressement depuis octobre 2015.

Des disponibilités de vins AOP stables en début de campagne 2015/2016

Selon les prévisions du Service de la Statistique et de la Prospective (SSP) au 1^{er} novembre 2015, la récolte française de vins s'élèverait à 47,9 millions d'hectolitres (hl) pour la campagne 2015/2016. La production de l'année 2015 dépasserait de 2 % celle de 2014 et de 5 % le niveau moyen 2010-2014, 2012 et 2013 ayant connu des niveaux historiquement faibles. La campagne 2015 a été marquée par des conditions climatiques favorables au moment de la floraison et par une canicule et une sécheresse estivale aux impacts différenciés entre l'Ouest et l'Est de la France. L'Est a affiché une production en baisse alors que les vignobles des régions de l'Ouest enregistraient de bons rendements, grâce à des pluies tardives abondantes. En particulier, la production de vins pour eau-de-vie augmenterait sur un an (+ 9 %),

notamment celle de vins pour Cognac, ainsi que la récolte de vins à indication géographique protégée (IGP) situés principalement en Languedoc (+ 5 %).

Selon l'Organisation internationale de la vigne et du vin (OIV), les récoltes des principaux producteurs européens, hors jus et moûts, progresseraient elles aussi par rapport à 2014 : + 10 % par rapport à 2014 pour l'Italie, soit 48,9 millions d'hl, après une récolte 2014 réduite à la suite d'intempéries et + 4 % pour l'Es-

pagne, soit 36,7 millions d'hl. Toujours selon l'OIV, la production mondiale provisoire atteindrait 275,7 millions d'hl, hors jus et moûts, en 2015, en légère progression sur un an (+ 2 %).

D'après les données provisoires de la Direction Générale des Douanes, les stocks français de vins à la propriété au début de la campagne 2015/2016, s'élèvent à près de 27,6 millions d'hectolitres, en légère croissance par rapport à l'an dernier (+ 1 %), grâce à une récolte 2014 qui

Estimation de récolte de vins au 1^{er} novembre 2015

Catégories de vins	2015	2015/2014 (%)	2015/Moyenne 2010-2014 (%)
Vins AOP	21 691	- 1	3
Vins pour eaux-de-vie	9 238	9	14
Vins IGP	13 372	5	5
Autres vins (dont vins sans IG)	3 586	- 8	- 5
Total vins	47 886	2	5

Sources : Agreste pour 2015, Douanes pour années antérieures

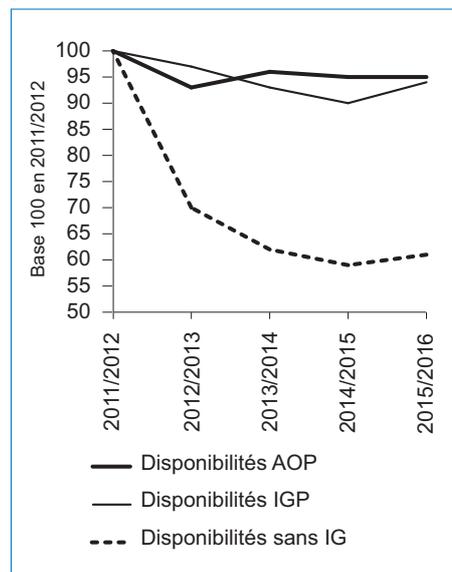
a renoué avec des niveaux proches de la moyenne. Les stocks sont en hausse pour les vins AOP (+ 2 %, à 21,5 millions d'hl) et pour ceux sans IG (+ 3 %, à 1,4 millions d'hl) alors qu'ils diminuent légèrement pour les vins IGP (- 1 %, à 4,5 millions d'hl).

Au final, les disponibilités (production + stocks) au début de la campagne 2015/2016, estimées à 66,3 millions d'hl, progresseraient de 2 % par rapport à la campagne précédente, tous vins confondus. Les disponibilités en AOP seraient stables sur un an. Celles en vins IGP et sans IG augmenteraient de 5 %, soutenues par la récolte dynamique en vins IGP.

Baisse des ventes en vrac sur les premiers mois de la campagne

En cumul sur les quatre premiers mois de la campagne 2015/2016 (août 2015-juillet 2016), les transactions en volume de vins en vrac IGP reculent sur un an, d'après les données collectées par FranceAgriMer, après avoir fortement progressé en 2014. Sur la même période, les volumes des ventes de vins IGP rouges rosés et blancs baissent (respectivement - 20 % et - 9 %), tout en se situant respectivement 17 % et 54 % au-dessus de la

Disponibilités stables sur un an pour les vins AOP



Sources : Agreste, bilan DGDDI

moyenne 2010-2014. Les transactions en volume de vins blancs et rouges sans indication géographique (IG) diminuent également (respectivement - 19 % et - 38 % sur un an).

Parmi les transactions de vins IGP en volume, ce sont celles des vins avec mention de cépage qui s'érodent le moins (- 12 % sur un an). Ces évolutions ne concernent toutefois que les premiers mois de la nouvelle campagne et portent sur des volumes minoritaires (20 % en moyenne par rapport à l'ensemble d'une campagne), encore issus de la récolte précédente.

Les exportations de vins français d'appellation vers les pays tiers dépassent en 2015 celles vers l'Union européenne

Sur la campagne 2014-2015, les exportations de vins, hors spiritueux, diminuent en volume par rapport à la campagne 2013-2014 (- 2 %), confirmant le recul observé lors des deux campagnes précédentes. Cette tendance recouvre cependant des évolutions opposées entre l'Union européenne et les pays tiers. Les volumes exportés reculent fortement sur un an à destination de l'Union européenne (- 7 %) alors qu'ils progressent vers les pays tiers (+ 2 %). En valeur, les exportations repartent à la hausse (+ 5 % sur un an), après un recul lors de la campagne 2013-2014.

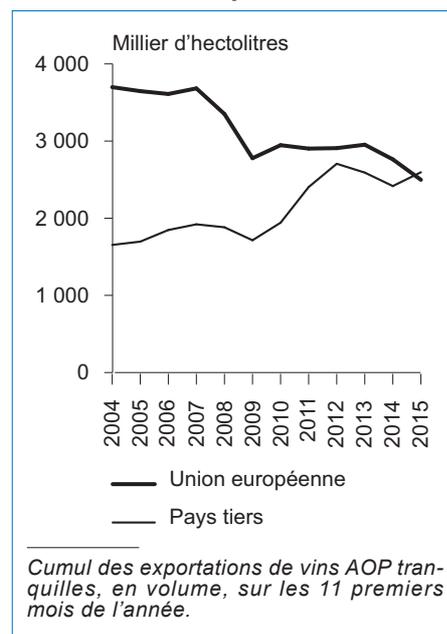
En cumul sur les onze premiers mois de 2015, les exportations de vins, hors spiritueux, diminuent en volume par rapport à la même période de 2014 (- 2 %), tout en progressant de 7 % en valeur. Les volumes exportés reculent nettement à destination de l'Union européenne (- 9 %) alors qu'ils progressent vers les pays tiers (+ 9 %).

Sur les onze premiers mois de 2015, les exportations chutent vers l'Allemagne (- 15 % en volume et - 11 % en valeur sur un an) et le Royaume-Uni (- 6 % en volume mais + 5 % en valeur). Les vins AOP tranquilles sont parmi les plus affectés : - 10 % vers l'UE, dont - 24 % à destination de l'Allemagne. Les volumes de vins sans IG exportés vers l'UE sont également pénalisés (- 14 %).

Vers les pays tiers, la hausse des volumes exportés sur les onze premiers mois de 2015 concerne essentiellement les vins AOP tranquilles (+ 7 % sur un an), notamment ceux à destination des États-Unis (+ 7 %). Après avoir chuté de 10 % en 2013, puis en 2014, les volumes de vins AOP exportés vers le groupe « Chine, Hong Kong, Singapour et Taïwan » repartent nettement à la hausse (+ 24 %), retrouvant le niveau élevé atteint en 2012. Vers la Chine, les volumes exportés de vins d'appellation de Bordeaux rouge regagnent 34 % sur un an, après la baisse survenue en 2014. En direction du Japon, les exportations de vins AOP baissent de 4 % en volume. Pour la première fois, les exportations de vins français d'appellation vers les pays tiers dépassent en 2015, en volume, celles vers l'Union européenne.

En valeur, la hausse des exportations concerne toutes les catégories de vins, en particulier les AOP tranquilles (+ 11 % sur les onze premiers mois) et est surtout portée par les pays tiers. Une bonne valorisation est notamment enregistrée aux

En 2015, les exportations de vins AOP vers les pays tiers dépassent en volume celles vers l'Union européenne



Source : DGDDI (Douanes)

États-Unis (+ 23 % tous vins confondus, dont + 15 % pour les vins AOP).

S'agissant du champagne, les exportations continuent leur progression en volume (+ 6 %) et en valeur (+ 13 %) sur les onze premiers mois de l'année 2015. La hausse des exportations concerne aussi bien l'Union européenne que les pays tiers (respectivement + 5 % et + 7 %). La valorisation est très marquée vers certains pays tiers: la Chine (+ 56 %), les États-Unis (+ 33 %), le Canada (+ 25 %) et le Japon (+ 19 %).

De janvier à novembre 2015, les volumes exportés de Cognac retrouvent des couleurs avec une progression de 9 % comparative-ment à la même période de 2014. Ils progressent à destination de l'Union européenne (+ 5 % sur un an) et surtout de la Chine (+ 26 %). Ce pays affiche un net redressement, après une baisse dans les mêmes proportions en 2014. Vers les États-Unis, les exportations demeurent soutenues (+ 13 %). Toutes destinations confondues, le chiffre d'affaires du Cognac à l'exportation augmente de

20 %. La valorisation est importante aux États-Unis sur un an (+ 41 %).

Stabilisation des prix des vins hors appellation à un niveau élevé

Sur les quatre premiers mois de la campagne 2015/2016, les prix moyens des vins IGP et sans IG augmentent sur un an (respectivement + 4 % et + 3 %), toutes couleurs confondues, soit une hausse plus modérée que l'an dernier, à la même époque (environ 20 %).

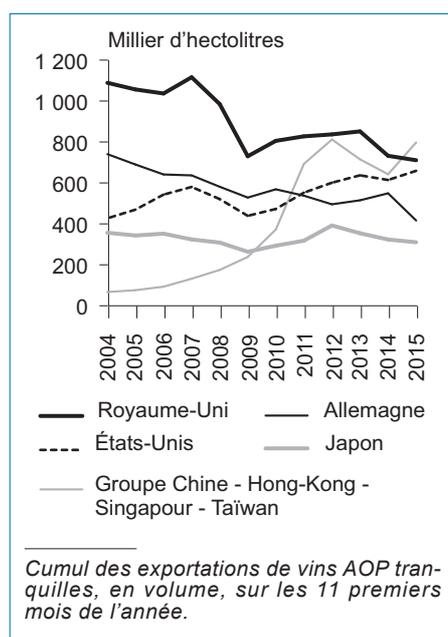
Vins d'appellation : redressement des prix depuis octobre 2015, après une campagne 2014/2015 en léger recul

Pour les vins d'appellation, hors champagne et toutes appellations confondues, les prix de la campagne 2014/2015 (mesurés par l'indice des prix agricoles entre août 2014 et juillet 2015) ont légèrement reculé comparés à ceux de la campagne 2013/2014 (- 1 %), en raison d'un commerce extérieur en contraction. Les prix des appellations des vins de Bourgogne et de Bordeaux ont été les

plus affectés (respectivement - 10 % et - 3 %). Les Côtes-du-Rhône ont mieux résisté, avec une augmentation de 2 %. Le prix du champagne a légèrement progressé entre ces deux campagnes (+ 1 %), tiré par un commerce extérieur favorable.

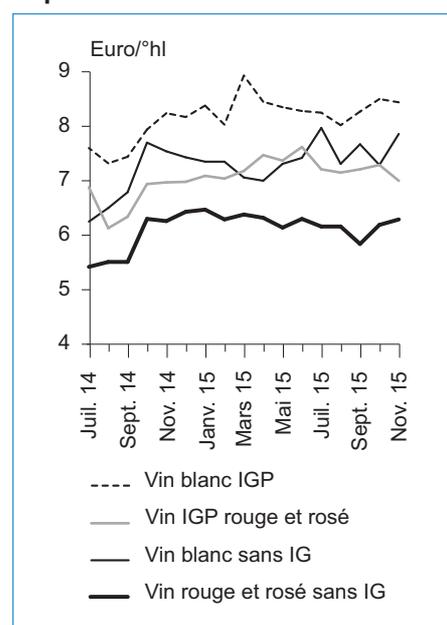
Sur les quatre premiers mois de la nouvelle campagne 2015/2016 (août à novembre 2015), les prix des vins d'appellation, hors champagne, reculent par rapport à la même période de l'année précédente (- 3 %), tout en restant à un niveau élevé par rapport à la moyenne 2010-2014 sur la même période (+ 17 %). En ce début de campagne, ils diminuent sur un an dans la quasi-totalité des bassins viticoles. Pour les vins de Bordeaux, les cours baissent de 7 % comparés à ceux de 2014, tout en se maintenant supérieurs de 12 % à la moyenne des cinq dernières campagnes. Quant aux vins de Bourgogne, les prix diminuent sur un an (- 6 %) tandis que ceux des vins des Côtes-du-Rhône sont stables. Toutefois, les cours semblent repartir à la hausse depuis octobre 2015, notamment pour l'appellation des vins de Bourgogne.

Reprise des exportations de vins AOP à destination de la Chine



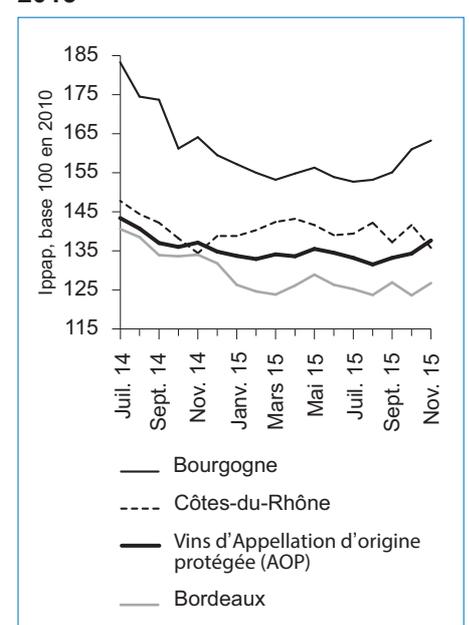
Source : DGDDI (Douanes)

Stabilisation à un niveau élevé des prix des vins hors appellation, depuis novembre 2014



Source : FranceAgriMer, contrats d'achats

Les prix des vins de Bourgogne repartent à la hausse en octobre 2015



Source : Insee

Sources et définitions

Sources

- Les prix et volumes de ventes en vrac des vins sans IG (vins sans indication géographique) et IGP (vins à indication géographique protégée), au niveau de la première commercialisation sont issus des contrats de vins en vrac suivis par FranceAgriMer www.franceagrimer.fr/
- Les prix des vins d'appellation sont mesurés par l'indice des prix agricoles à la production. Ces indices de prix sont élaborés par l'Insee à partir des ventes en vrac des vins AOP.
- Les données de consommation taxée sont fournies par le bureau F3 des Douanes : www.douane.gouv.fr/
- Les données du commerce extérieur français des vins sont fournies par la Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI).

Définition

- Vin tranquille : tout vin qui n'est pas effervescent.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Viticulture » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Viticulture » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Au 1^{er} novembre 2015, un potentiel de production viticole estimé en hausse par rapport à 2014 », Infos rapides Viticulture n° 4, novembre 2015
- « Les cours des vins d'appellation sont orientés à la baisse depuis 2014 », Synthèses n° 2015/254, juin 2015
- « En 2014, les cours des vins se situent à un niveau supérieur à ceux des années passées », Synthèses n° 2014/254, décembre 2014

[Retour éditorial](#)

Au 3^e trimestre 2015, l'activité des IAA a de nouveau progressé sur un an

Au 3^e trimestre 2015, la production en volume des industries agroalimentaires et des boissons (IAA) hors tabac a augmenté par rapport au 3^e trimestre 2014, prolongeant la reprise amorcée en 2014. La production des boissons a progressé tandis que celle des industries alimentaires est demeurée quasiment stable, sous l'effet d'une évolution contrastée des produits. La production des produits du travail des grains et produits amyliacés, des viandes et produits à base de viande et des « autres produits alimentaires » est en hausse. À l'inverse, la production des produits à base de fruits et légumes, des produits laitiers et des produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires a reculé, limitant la hausse de la production des IAA. Au 3^e trimestre 2015, l'excédent commercial des IAA a continué de progresser sur un an. L'amélioration de l'excédent commercial des boissons et « autres produits alimentaires » a plus que compensé la dégradation de l'excédent des produits laitiers et des produits du travail des grains et des produits amyliacés. Sur la même période, le chiffre d'affaires des entreprises agroalimentaires a augmenté, la hausse de la production en volume compensant la baisse des prix, tandis que l'emploi salarié s'est légèrement contracté.

Sur un an, la production des IAA a continué de progresser

Au 3^e trimestre 2015, la production en volume des industries agroalimentaires et des boissons hors tabac (IAA) a progressé par rapport au 3^e trimestre 2014 (+ 1 %), prolongeant la hausse observée au 2^e trimestre 2015. Les industries alimentaires ont contribué à cette croissance à hauteur de 0,1 point, et les boissons à hauteur de 0,9 point.

En volume, la production des industries agroalimentaires hors boissons est restée quasiment stable entre les 3^{es} trimestres 2014 et 2015 (+ 0,1 %), marquant le pas par rapport aux trimestres précédents (+ 1 % entre les 1^{ers} trimestres 2014 et 2015, et + 1,2 % entre les 2^{es} trimestres 2014 et 2015). Par ailleurs, l'évolution est assez contrastée selon les produits, certains affichant de fortes hausses (+ 11,5 % pour la production d'« huiles et graisses végétales et animales »

entre les 3^{es} trimestres 2014 et 2015), et d'autres, d'importantes baisses (- 8,6 % pour les « produits à base de fruits et légumes »).

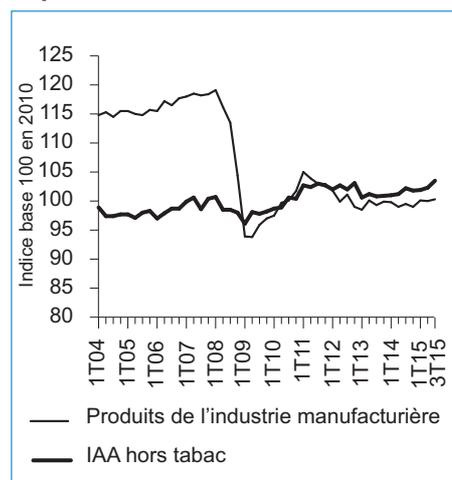
La production de boissons a, quant à elle, poursuivi sa croissance à un rythme plus soutenu qu'au 2^e trimestre 2015 (+ 5,2 % entre les 3^{es} trimestres 2014 et 2015 contre + 4 % entre les 2^{es} trimestres 2014 et 2015). Tous les postes « boissons » ont contribué à cette augmentation.

Au 3^e trimestre 2015, l'excédent commercial des IAA, en valeur, s'est accru par rapport au 3^e trimestre 2014 (+ 17 %), confirmant l'amélioration enregistrée au 2^e trimestre 2015. Les exportations se sont établies à 11,1 milliards d'euros (+ 4 %) et les importations à 8,9 milliards d'euros (+ 2 %). L'excédent commercial des

boissons a également poursuivi sa progression entamée fin 2014 (+ 12 % entre les 3^{es} trimestres 2014 et 2015) et atteint le niveau record de 3,1 milliards d'euros. Cette évolution s'explique principalement par la hausse de l'excédent des *boissons alcooliques distillés* (+ 22,7 %) et des *champagne et mousseux* (+ 22 %).

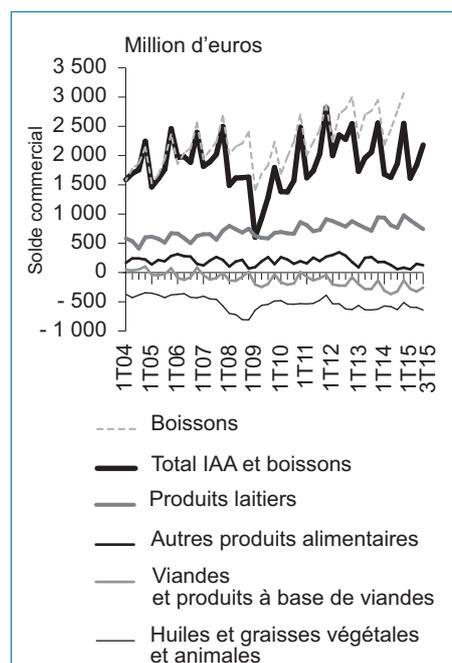
agroalimentaires s'est accrue, en volume, de 1 % entre les 3^{es} trimestres 2014 et 2015, ainsi qu'en cumul sur les trois premiers trimestres 2015 par rapport à la même période de 2014. Ces augmentations s'expliquent par l'accroissement de la consommation de produits alimentaires, boissons et tabac (+ 1,8 % entre les 3^{es} trimestres 2014 et 2015 ainsi qu'en cumul sur les trois premiers trimestres), qui a plus que compensé la baisse de la consommation de produits bruts de l'agriculture et de la pêche – fruits et légumes, poissons frais, etc. – (resp. - 2,8 % et - 2,6 %).

Au 3^e trimestre 2015, légère hausse sur un an de la production en volume des IAA



Sources : Insee et Agreste - Indice de la production industrielle (Ipi) CVS et CJO

Au 3^e trimestre 2015, hausse de l'excédent commercial des « boissons » qui atteint un niveau record



Source : DGDDI (Douanes) - Données brutes

Les prix des produits des industries alimentaires ont de nouveau reculé sur un an

Entre les 3^{es} trimestres 2014 et 2015, les prix des IAA ont reculé de 1,4 %, prolongeant la baisse observée depuis le 1^{er} trimestre 2014. Ce recul s'explique par le repli des prix de l'ensemble des produits, à l'exception des *huiles et graisses végétales et animales* et des *boissons*. Malgré cette baisse, le chiffre d'affaires des IAA s'est amélioré par rapport au 3^e trimestre 2014 (+ 1,2 %), après la diminution observée au trimestre précédent (- 1,2 % sur un an).

Au 3^e trimestre 2015, la consommation des ménages continue d'augmenter sur un an

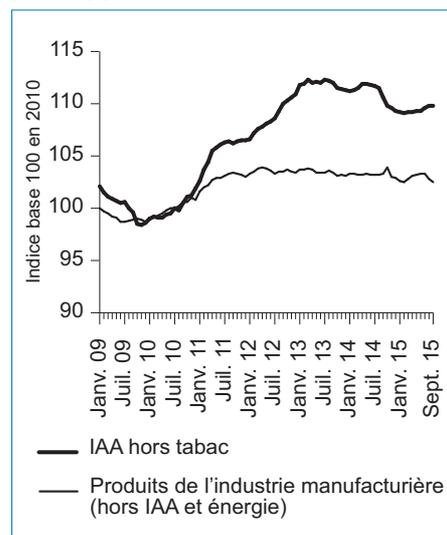
D'après les résultats des comptes trimestriels de l'Insee, la consommation des ménages en produits

L'excédent commercial des boissons s'est encore accru favorisé par un été chaud

Au 3^e trimestre 2015, la production de boissons, hors vins, a de nouveau augmenté (+ 5,2 % par rapport au 3^e trimestre 2014) contre + 4 % entre les 2^{es} trimestres 2014 et 2015, contribuant à la hausse de la production totale des IAA.

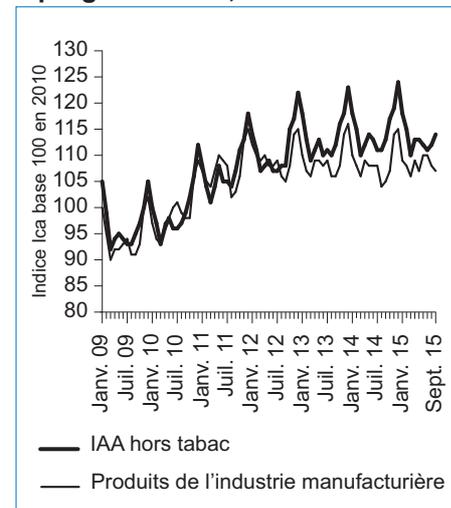
Comme au 2^e trimestre, les productions de *boissons alcooliques distillés* et de *boissons rafraîchissantes, eaux minérales et autres eaux en bouteille* ont fortement contribué à cette progression (respectivement + 9,3 % et + 13,1 %). Un été aux températures

Les prix des IAA ont poursuivi leur recul au 3^e trimestre sur un an mais ont progressé par rapport au début 2015



Source : Insee - Indice brut des prix à la production pour le marché français, prix de marché (hors TVA, y compris impôts sur les produits, hors subventions)

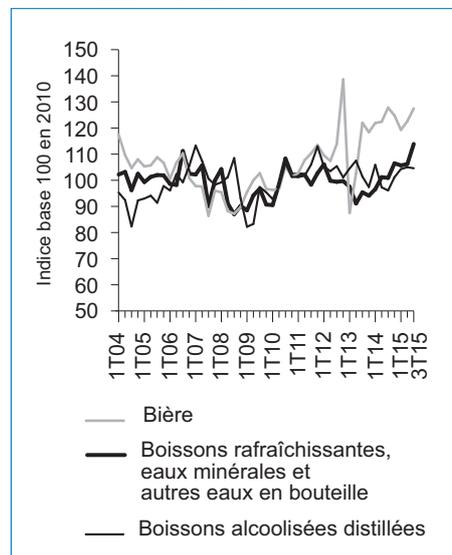
Au 3^e trimestre 2015, le chiffre d'affaires des IAA a progressé de 1,2 % sur un an



Source : Insee - Moyenne mobile sur trois mois de l'indice brut du chiffre d'affaires (Ica), marché intérieur et exports

supérieures aux normales saisonnières (2^e été le plus chaud après celui de 2003), marqué notamment

Poursuite de la hausse de la production de boissons rafraîchissantes et de bière au 3^e trimestre 2015



Source : Insee - Indice de production industrielle (Ipi) CVS-VJO

par deux vagues de chaleur successives en juillet, a en effet favorisé la consommation de *boissons rafraîchissantes* et *eaux de table*. De même, la production de *bière* a progressé au 3^e trimestre 2015 (+ 1,9 % par rapport au 3^e trimestre 2014). La production de *champagne et mousseux* a, quant à elle, diminué sur la même période (- 1,5 %), limitant la hausse totale de la production des boissons.

Entre les 3^{es} trimestres 2014 et 2015, le prix des *boissons* est globalement resté stable mais des différences apparaissent selon les produits considérés. Le repli des prix des *vins* et des *boissons rafraîchissantes* s'est ainsi poursuivi au 3^e trimestre 2015 (- 3 % chacun par rapport au 3^e trimestre 2014), tandis que la plupart des autres produits ont enregistré une légère hausse de leurs prix. Le chiffre d'affaires a, quant à lui, augmenté entre les 3^{es} trimestres 2014 et 2015 (+ 6,6 %), sous l'effet de la hausse de la production.

Au 3^e trimestre 2015, la hausse, entamée fin 2014, de l'excédent commercial des boissons en valeur s'est poursuivie (+ 12 % par rapport au 3^e trimestre 2014). Les exportations de *champagne et mousseux*, de *boissons alcooliques distillées* et de *boissons rafraîchissantes* ont tiré cette augmentation (respectivement + 22 %, + 16 % et + 13 % entre les 3^{es} trimestres 2014 et 2015). Les ventes de *champagne et mousseux* ont progressé aussi bien vers l'Union européenne (+ 12 % par rapport au 3^e trimestre 2014) que vers les pays tiers (+ 29 %), notamment vers la Chine et les États-Unis. À l'inverse, pour la première fois depuis 2007, les exportations de *bière* vers l'Union européenne ont baissé (- 5 % entre les 3^e trimestres 2014 et 2015).

La production et le chiffre d'affaires des produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires ont diminué

Contrairement à l'évolution observée lors des deux premiers trimestres 2015, la production des *produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires* a reculé entre les 3^{es} trimestres 2014 et 2015 (- 0,8 %). Cette baisse s'explique par la diminution de 3,7 % de la production des *pâtes alimentaires* conjuguée à la stabilité de celle des *biscuits, biscottes, pâtisseries de conservation*. Entre les 3^{es} trimestres 2014 et 2015, les prix ont de nouveau diminué (- 0,5 %), toujours sous l'effet de la baisse du prix du *pain, pâtisseries et viennoiseries fraîches*. Cette diminution est toutefois moins marquée qu'aux trimestres précédents (- 1,1 % entre les 2^{es} trimestres 2014 et 2015 et - 0,9 % entre les 1^{ers} trimestres 2014 et 2015). Le chiffre d'affaires a, lui, continué de progresser (+ 1,5 %), contre + 0,5 % entre les 2^{es} trimestres 2014 et 2015.

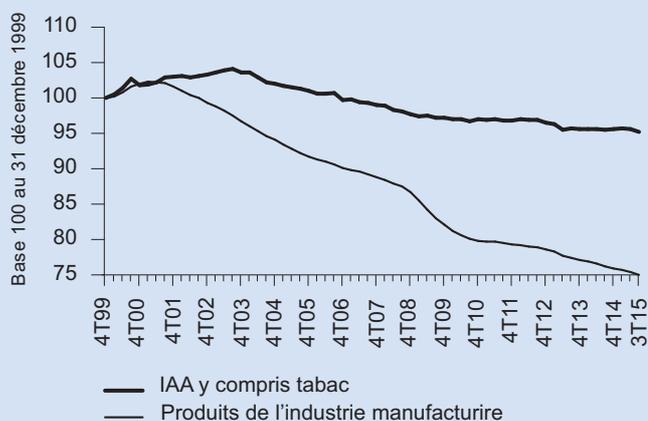
À l'instar des deux premiers trimestres 2015, le déficit commercial s'est creusé en valeur entre les 3^{es} trimestres 2014 et 2015. En effet, les importations ont de nouveau progressé à un rythme plus soutenu (+ 7 %) que les exportations (+ 4 %). Cette évolution provient, là encore, de la hausse du prix des *pâtes alimentaires* consécutive à l'augmentation

L'emploi dans les IAA s'est légèrement contracté au 3^e trimestre 2015

Les IAA au sens large (*produits alimentaires et boissons, tabac, artisanat de la charcuterie et de la boulangerie-pâtisserie*) ont employé 542 400 salariés au 3^e trimestre 2015, soit un niveau légèrement inférieur à celui du 3^e trimestre 2014 (- 0,2 %, soit 1 200 salariés). Depuis

le début de l'année, le nombre de salariés tend à diminuer. Dans l'ensemble de l'industrie manufacturière, l'emploi salarié s'est réduit de 42 700 emplois sur un an. Fin septembre 2015, l'industrie manufacturière employait 2,73 millions de salariés.

Légère baisse de l'emploi salarié dans les IAA au 3^e trimestre 2015



Source : Insee - Emploi salarié en fin de trimestre (y compris artisanat commercial)

des cours du blé dur. Les importations de *pâtes alimentaires* ont reculé de 4 % en volume mais progressé de 7 % en valeur. Néanmoins, le déficit commercial a diminué en valeur par rapport aux deux premiers trimestres de l'année 2015.

Sur un an, la production des viandes et produits à base de viandes est repartie à la hausse

Après avoir stagné au 2^e trimestre 2015, la production de *viandes et produits à base de viandes* est repartie à la hausse au 3^e trimestre 2015 (+ 1,6 % par rapport au 3^e trimestre 2014). L'augmentation de la production de *viandes de boucherie et produits d'abattage et de viandes de volailles* s'est en effet accélérée (resp. + 2,8 % et + 1,7 % entre les 3^{es} trimestres 2014 et 2015, contre moins de 1 % entre les 2^{es} trimestres 2014 et 2015). Sous l'effet de la hausse de la production, le chiffre d'affaires des *viandes et produits à base de viandes* s'est amélioré (+ 1,3 %), après avoir reculé au 2^e trimestre.

Entre les 3^{es} trimestres 2014 et 2015, le déficit commercial des *viandes et produits à base de viandes* s'est de nouveau réduit, en valeur, dans le sillage des baisses observées depuis le début de l'année. Tirées par la diminution des importations de *viandes de boucherie et produits d'abattage et de produits à base de volailles*, les importations de *viandes et produits à base de viandes* ont poursuivi leur recul tandis que les exportations sont restées stables.

D'après le Kantar WordPanel pour FranceAgriMer, les volumes de *viande de boucherie* achetés par les ménages pour la consommation à domicile, en particulier ceux de *viande porcine et ovine-caprine*, ont été inférieurs au 3^e trimestre 2015 à ceux du 3^e trimestre 2014. De même, les achats de *viandes de volailles*, notamment de *poulets*, ont diminué après avoir progressé au trimestre précédent.

La production de produits laitiers a continué de baisser sur un an

Entre les 3^{es} trimestres 2014 et 2015, la production des *produits laitiers* a

poursuivi son recul entamé fin 2014 (- 0,1 %), mais à un rythme moins marqué qu'aux trimestres précédents (- 2 % entre les 1^{ers} trimestres 2014 et 2015 et - 0,7 % entre les 2^{es} trimestres 2014 et 2015). Malgré tout, l'offre communautaire demeure abondante, et s'est traduite par une baisse des prix encore plus soutenue qu'en début d'année (- 4 % par rapport au 3^e trimestre 2014). Le chiffre d'affaires des *produits laitiers* a, quant à lui, diminué sur un an mais de manière moins prononcée qu'au trimestre précédent.

Au 3^e trimestre 2015, le recul de la production de *poudres de lait* a ralenti sur un an (- 8 % contre - 10 % au 2^e trimestre 2015). La production de *beurre* a également diminué (- 4,1 %), rompant avec les hausses observées aux deux premiers trimestres. À l'inverse, la production de *fromages* a augmenté à un rythme plus soutenu qu'au 2^e trimestre 2015 (+ 1,8 % par rapport au 3^e trimestre 2014 contre + 0,4 % entre les 2^{es} trimestres 2014 et 2015).

Sous l'effet de la baisse des prix, l'excédent commercial des *produits laitiers* s'est de nouveau réduit en valeur entre les 3^{es} trimestres 2014 et 2015, confirmant la tendance observée depuis le début de l'année. Les exportations de *fromages*, de *beurre*, de *lait en poudre écrémé* et de *lait en poudre entier* ont de nouveau reculé en valeur mais augmenté en volume. Seules, les exportations de *produits frais* (yaourts, desserts lactés, etc.) se sont réduites tant en valeur qu'en volume (resp. - 10 % et - 7 % sur un an), poursuivant le recul entamé depuis le début 2015.

D'après le panel Nielsen, qui concerne les produits laitiers en grande surface, la consommation à domicile a globalement diminué en volume au 3^e trimestre 2015 par rapport au 3^e trimestre 2014. Toutefois, des différences apparaissent selon les produits. Les achats de *fromage* ont légèrement augmenté (+ 1 %) tandis que ceux de *yaourts et fromages frais*, de *beurre* et de *crème* ont reculé (entre - 1 % et - 2,2 % selon les produits).

La production des produits à base de fruits et légumes a fortement baissé sur un an

Entre les 3^{es} trimestres 2014 et 2015, la production des *produits à base de fruits et légumes* a fortement reculé (- 8,6 %), poursuivant la baisse entamée au 2^e trimestre 2015. Ce repli s'explique en grande partie par la diminution de la production de *préparations et conserves de légumes* qui représentent la moitié du poste (- 12 % par rapport au 3^e trimestre 2014). La production de *jus de fruits et légumes* et de *préparations et conserves de fruits* est également en repli. Seule la production de *préparations et conserves à base de pommes de terre* a continué d'augmenter mais à un rythme moins soutenu qu'en début d'année (+ 1,1 % contre 4 % sur un an pour les 1^{er} et 2^e trimestres 2014).

Le déficit commercial des *produits à base de fruits et légumes* s'est de nouveau détérioré entre les 3^{es} trimestres 2014 et 2015, poursuivant la dégradation observée sur un an depuis le début de l'année. Cette aggravation résulte principalement de la baisse des exportations des *autres préparations et conserves à base de fruits et légumes* et de la hausse de leurs importations, ainsi que de celles des *jus de fruits et légumes*. Par ailleurs, par rapport au 2^e trimestre 2015, le déficit commercial s'est réduit de 4 % au 3^e trimestre, soit à un taux inférieur à ceux des années précédentes. Rompant avec l'évolution observée sur les deux premiers trimestres 2015, le chiffre d'affaires a fortement diminué sur un an (- 12,2 %), sous le double effet de la baisse des prix et de la production.

Sur un an, les prix des produits du travail des grains et produits amylicés, et ceux des aliments pour animaux ont poursuivi leur repli tandis que les prix des huiles et graisses végétales et animales ont augmenté

La production des *produits du travail des grains et produits amylicés* a poursuivi sa hausse entre les 3^{es} trimestres 2014 et 2015 (+ 0,3 %), mais à un rythme moins soutenu qu'aux

trimestres précédents. Sur un an, la production de *céréales transformées* (fabrication de céréales soufflées, grillées ou autrement transformées) a continué d'augmenter mais de manière moins prononcée qu'en première partie d'année, tandis que celle de *farine* a baissé plus fortement qu'aux deux premiers trimestres (- 4,1 %). La production de *produits amylicés* est, quant à elle, restée stable.

Dans le sillage de la baisse des cours des céréales, les prix des *produits du travail des grains* et *produits amylicés* et des *aliments pour animaux* se sont de nouveau repliés au 3^e trimestre 2015, prolongeant la baisse entamée en 2014 et entraînant le recul du chiffre d'affaires.

Comme lors des 1^{er} et 2^e trimestres 2015, l'excédent commercial des *produits du travail des grains* et *produits amylicés* s'est dégradé, sur un an, au 3^e trimestre 2015, mais à un rythme beaucoup plus modéré (- 2 % contre - 37 % au 1^{er} trimestre et - 4 % au 2^e trimestre). La réduction de l'excédent s'explique principalement par l'augmentation des importations de *produits du travail du grain* qui a plus que compensé la hausse des exportations globales.

La production des huiles et graisses végétales et animales a fortement augmenté sur un an

Au 3^e trimestre 2015, la production des *huiles et graisses végétales et animales* s'est accrue de 11,5 % par rapport au 3^e trimestre 2014, après un recul au trimestre précédent. Cette amélioration s'explique essentiellement par la hausse de 16,3 % de la production d'*huiles brutes et tourteaux*, représentant 70 % du poste, contre une baisse de 2,1 % sur un an au 2^e trimestre. La production d'*huiles raffinées* a également augmenté, faisant suite à une baisse sur un an au 1^{er} semestre. L'activité de trituration a en effet globalement augmenté, avec notamment une progression de la trituration de colza et de soja et une baisse de celle de tournesol. À l'inverse, sur un an, la production de *margarine* a poursuivi le retrait entamé au 2^e trimestre.

Les prix à la production des *huiles et graisses végétales et animales* ont augmenté entre les 3^{es} trimestres 2014 et 2015 (+ 2,2 %). Le chiffre d'affaires s'est réduit de 5 % sur un an, confirmant le recul observé au 2^e trimestre.

Entre les 3^{es} trimestres 2014 et 2015, le déficit commercial en valeur des *huiles et graisses végétales et animales* a continué de se dégrader (- 1 %), en raison notamment de l'accélération de la hausse des importations des *huiles et graisses* (+ 7 % par rapport au 3^e trimestre 2014 contre respectivement + 2 % et + 1 % sur un an aux 1^{er} et 2^e trimestres 2015).

Au 3^e trimestre 2015, la production des aliments pour animaux a légèrement augmenté sur un an

Contrairement aux deux premiers trimestres 2015, la production des *aliments pour animaux* a légèrement augmenté sur un an au 3^e trimestre (+ 0,5 %) grâce à la bonne tenue de la production de volailles. Ainsi, la

production d'aliments pour animaux de ferme a augmenté de 0,9 % sur un an, interrompant les baisses des 1^{er} et 2^e trimestres 2015 (resp. - 0,7 % et - 2,5 % sur un an).

Entre les 3^{es} trimestres 2014 et 2015, l'excédent commercial des *aliments pour animaux* s'est encore amélioré. Les exportations d'*aliments pour animaux de ferme* et d'*aliments pour animaux d'agrément* ont de nouveau progressé (resp. + 11 % et + 3 %), tandis que les importations d'*aliments pour animaux de ferme* poursuivaient leur retrait (- 4 %).

L'excédent commercial des « autres produits alimentaires » s'est fortement accru sur un an

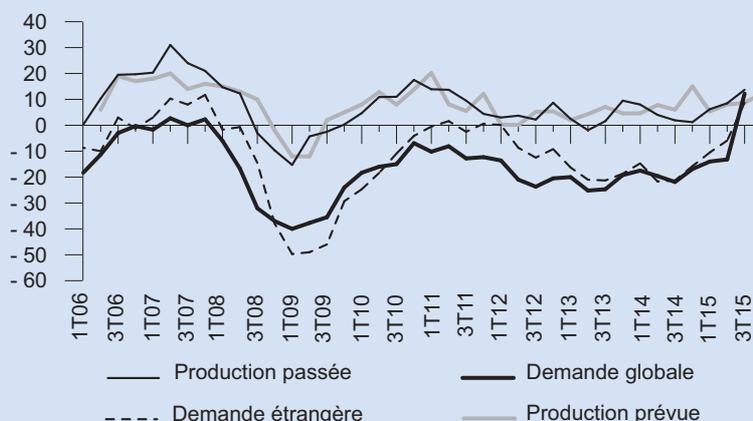
Au 3^e trimestre 2015, la production des « autres produits alimentaires » a continué de progresser (+ 3,4 % sur un an). Cette augmentation résulte principalement de la hausse de la production des *autres produits alimentaires non classés ailleurs* (desserts lactés de conserve, desserts

Perspectives de production

Au 3^e trimestre 2015, selon les chefs d'entreprise interrogés par l'Insee, l'activité des IAA a augmenté. Les carnets de commande, qu'ils éma-

nent de France ou de l'étranger, se regarnissent, et les perspectives personnelles de production du 4^e trimestre 2015 restent favorables.

Les carnets de commandes étrangers continuent de se regarnir au 3^e trimestre 2015



Note du graphique : les indicateurs présentés correspondent à la différence entre les pourcentages de réponses positives (hausse de la production, de la demande etc., selon l'indicateur) et négatives (baisse).

Source : Insee - Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie

et entremets à préparer, poudres et concentrés pour la fabrication de boissons...), de *sucre* et de *plats préparés* (resp. + 15,5 %, + 6,7 % et + 5,9 % entre les 3^{es} trimestres 2014 et 2015). À l'inverse, la production de *café et thé transformés* et d'*aliments adaptés à l'enfant et diététiques* a reculé entre les 3^{es} trimestres 2014 et 2015, après une progression sur un an aux 1^{er} et 2^e trimestres 2015. La production de *cacao, chocolat et produits de confiserie* s'est également contractée sur la même période (- 1,7 %), alors qu'elle avait progressé de près de 12 % un an auparavant.

L'excédent commercial des « *autres produits alimentaires* » a progressé de 88 % en volume par rapport au 3^e trimestre 2014, atteignant son plus haut niveau depuis 2006 au 3^e trimestre. En valeur, la hausse est encore plus forte (+ 116 %) mais l'excédent reste bien inférieur à celui réalisé au 3^e trimestre 2013. L'amélioration de l'excédent commercial s'explique principalement par l'augmentation des exportations de *sucre* (+ 20 %), d'*aliments adaptés à l'enfant et diététiques* (+ 17 %) et de *cacao, chocolat et produits de confiserie* (+ 12 %). En effet, malgré la baisse des prix, les exportations de sucre

vers l'UE ont de nouveau fortement progressé sur un an (+ 26 % en valeur entre les 3^{es} trimestres 2014 et 2015), prolongeant la hausse observée au 2^e trimestre (+ 18 % sur un an). La hausse des exportations d'*aliments adaptés à l'enfant et diététiques* a été, quant à elle, tirée par le dynamisme des exportations vers l'UE (+ 26 % par rapport au 3^e trimestre 2014) et vers les pays tiers (+ 13 %). À l'inverse, l'augmentation des exportations de *cacao, chocolat et produits de confiserie* s'explique essentiellement par l'accroissement des exportations vers l'UE (+ 14 %).

IAA 2013 : la transformation des produits de l'élevage tient une place importante dans le secteur

En 2013, les entreprises agroalimentaires au sens large - industries agroalimentaires, commerce de gros de produits agroalimentaires, artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie - comptaient près de 86 000 entreprises et employaient 680 000 salariés en équivalent-temps-plein d'après les résultats du dispositif Esane permettant l'élaboration des statistiques structurelles d'entreprises. Parmi elles, les industries agroalimentaires comptaient 16 200 entreprises et 435 000 salariés (hors artisanat commercial). Ces industries ont réalisé 45 % du chiffre d'affaires

des entreprises agroalimentaires. La transformation de produits de l'élevage tient une place importante dans le secteur : 37 % chiffre d'affaires des industries agroalimentaires et 38 % de l'emploi sont apportés par les industries de la viande et du lait. Ces deux activités ont par ailleurs été à l'origine de 30 % de la valeur ajoutée et de 31 % des exportations directes. Les industries très exportatrices de boissons et les « autres industries alimentaires » (sucre, chocolaterie, café, aliments diététiques, plats préparés, etc.) ont constitué les deux autres pôles de structuration majeurs des activités.

Les chiffres clés des entreprises agroalimentaires

Secteurs d'activités (Naf rév. 2)	Nombre d'unités légalés	Effectif salariés en équivalent- temps-plein	Effectif salariés au 31 décembre	Chiffre d'affaires H.T.		Valeur ajoutée ¹ million d'euros
				Total million d'euros	dont à l'exportation %	
Ensemble des entreprises agroalimentaires	85 856	678 524	775 341	372 254	19,0	51 976
Industries agroalimentaires	16 218	378 457	434 692	168 902	20,9	31 755
Industries alimentaires	13 093	334 023	365 066	140 784	19,0	24 101
Transf. & conserv. viande & prép. viande	2 526	95 564	107 207	33 405	10,3	5 222
Transf. & conserv. poisson, crust., etc.	351	11 661	13 282	3 646	8,7	647
Transf. et conserv. de fruits et légumes	1 361	22 768	24 172	7 832	16,8	1 567
Fab. huile et graisse végétale & animale	235	3 309	3 528	7 672	42,5	418
Fabrication de produits laitiers	1 273	53 008	56 214	29 762	20,8	4 192
Travail des grains ; fab. prod. amylicés	462	13 442	14 470	7 615	44,1	1 292
Fab. prod. boulangerie-pâtis. & pâtes	1 594	43 086	46 386	10 397	15,6	2 629
Fabrication autres produits alimentaires	4 864	73 563	80 899	26 585	20,1	6 483
Fabrication d'aliments pour animaux	428	17 623	18 908	13 871	13,9	1 652
Fabrication de boissons	3 125	44 434	69 626	28 118	30,3	7 653
Commerce de gros de prod. agroalimentaires (hors tabac)	25 253	160 078	177 041	189 434	18,6	13 844
Artisanat commercial	44 385	139 989	163 608	13 919	0,4	6 378
Charcuterie	5 444	15 225	15 864	2 259	0,1	812
Cuisson de produits de boulangerie	3 618	8 176	9 984	842	0,4	313
Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	30 932	104 912	123 749	9 653	0,3	4 690
Pâtisserie	4 391	11 676	14 012	1 164	2,2	563

1. Y compris autres produits et autres charges.

Champ : entreprises des industries agroalimentaires, de l'artisanat commercial et du commerce de gros agroalimentaires, hors tabac, Dom inclus.

Sources : Insee - Esane 2013, traitement SSP

Production des IAA en légère hausse au 3^e trimestre 2015

	3 ^e trimestre 2015/3 ^e trimestre 2014 (%)					Solde (million d'euros)	
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	3 ^e trimestre 2015	3 ^e trimestre 2014
Produits des industries alimentaires	0,1	- 1,7	0,5	1,4	1,5	- 920	- 900
Viandes et produits à base de viandes	1,6	- 1,2	1,3	- 0,4	- 5,0	- 257	- 323
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	0,0	2,8	4,8	17,0	8,3	- 763	- 718
Produits à base de fruits et légumes	- 8,6	- 1,8	1,3	- 4,8	3,4	- 623	- 563
Huiles et graisses végétales et animales	11,5	2,2	- 5,2	24,7	7,4	- 641	- 634
Produits laitiers	- 0,1	- 4,0	- 2,5	- 7,0	- 10,6	742	764
Produits du travail des grains et produits amylacés	0,3	- 3,5	- 2,0	1,3	3,9	281	288
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	- 0,8	- 0,5	1,5	4,3	7,1	- 96	- 78
Autres produits alimentaires	3,4	- 2,0	2,2	5,4	1,8	125	58
Aliments pour animaux	0,5	- 2,6	0,4	6,2	13,5	311	307
Boissons*	5,2	0,2	6,6	9,5	- 0,3	3 101	2 760
IAA hors tabac	1,0	- 1,4	1,2	4,1	1,3	2 181	1 860

	2 ^e trimestre 2015/2 ^e trimestre 2014 (%)					Solde (million d'euros)	
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	2 ^e trimestre 2015	2 ^e trimestre 2014
Produits des industries alimentaires	1,2	- 2,8	- 1,5	0 0	1,0	- 896	- 816
Viandes et produits à base de viandes	0,0	- 3,8	- 2,0	- 1,5	- 4 1	- 325	- 368
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	0,0	- 0,2	1,7	- 2,1	4,9	- 753	- 705
Produits à base de fruits et légumes	- 0,5	- 1,8	2,7	- 3,5	3,0	- 650	- 598
Huiles et graisses végétales et animales	- 5,9	- 3,4	- 6,6	- 3,3	0,6	- 597	- 583
Produits laitiers	- 0,7	- 3,4	- 5,3	- 6,4	- 12,4	818	810
Produits du travail des grains et produits amylacés	2,4	- 4,5	- 0,9	- 2,7	- 2,0	272	282
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	3,7	- 1,1	0,5	2,5	7,9	- 115	- 86
Autres produits alimentaires	8,4	- 2,4	2,1	7 6	6 9	150	129
Aliments pour animaux	- 2 0	- 4 7	- 4,2	6,6	15,7	304	302
Boissons*	4,0	0,2	0,8	11,6	10,5	2 735	2 443
IAA hors tabac	1,7	- 2,3	- 1,2	3,5	1,8	1 839	1 627

	1 ^{er} trimestre 2015/1 ^{er} trimestre 2014 (%)					Solde (million d'euros)	
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	1 ^{er} trimestre 2015	1 ^{er} trimestre 2014
Produits des industries alimentaires	1,0	- 2,6	- 0,1	- 1,8	1,5	- 750	- 502
Viandes et produits à base de viandes	1,0	- 3,4	1,0	- 0,4	- 2,5	- 279	- 309
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	3,8	- 3,0	3,7	21,5	1,3	- 605	- 632
Produits à base de fruits et légumes	2,1	- 0,6	4,1	0,3	0,4	- 578	- 576
Huiles et graisses végétales et animales	5,3	- 3,8	- 5,0	- 1,3	2,1	- 593	- 571
Produits laitiers	- 2,0	- 1,1	- 3,4	- 6,4	- 8,3	895	938
Produits du travail des grains et produits amylacés	9,4	- 5,0	- 3 4	- 13,8	3,3	182	288
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	4,4	- 0,9	2,4	4,6	6,6	- 128	- 114
Autres produits alimentaires	- 0,1	- 3,7	1,5	- 0,2	7,1	54	182
Aliments pour animaux	- 0,4	- 4,7	- 3,1	5,5	8,6	301	292
Boissons*	1,8	0,9	0,8	5,9	- 1,5	2 364	2 183
IAA hors tabac	1,1	- 2,0	0,1	0,4	1,2	1 614	1 681

En raison notamment de différences de couverture (sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas toujours cohérentes entre elles.

* Non compris : les vins pour la production et les fabrications de cidre et de vins de fruits pour le chiffre d'affaires.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

	Année 2014/Année 2013 (%)					Solde (million d'euros)	
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	2014	2013
Produits des industries alimentaires	0,1	- 1,6	0,7	- 0,1	0,9	- 2 735	- 2 407
Viandes et produits à base de viandes	- 0,3	- 1,8	0,0	- 6,2	- 1,1	- 1 136	- 899
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	- 5,4	0,5	- 0,3	- 9,6	0,6	- 2 815	- 2 711
Produits à base de fruits et légumes	0,9	0,7	3,4	1,8	2,1	- 2 354	- 2 300
Huiles et graisses végétales et animales	8,6	- 11,4	- 6,1	- 10,4	- 7,9	- 2 301	- 2 466
Produits laitiers	0,8	3,2	4,4	6,3	5,0	3 491	3 242
Produits du travail des grains et produits amylacés	0,3	- 8,7	- 4,6	- 5,5	- 1,2	1 121	1 258
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	2,5	- 0,2	1,6	0,2	0,3	- 399	- 397
Autres produits alimentaires	- 1,8	- 1,9	0,7	0,8	5,7	453	784
Aliments pour animaux	- 0,7	- 7,4	- 3,4	5,9	- 1,0	1 204	1 083
Boissons*	4,2	3,2	2,8	- 2,0	- 0,4	10 452	10 711
IAA hors tabac	0,8	- 0,8	0,9	- 0,7	0,6	7 717	8 304

En raison notamment de différences de couverture (sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas toujours cohérentes entre elles.

* Non compris : les vins pour la production et les fabrications de cidre et de vins de fruits pour le chiffre d'affaires.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes et Agreste)

Sources, définitions et méthodes

- Les données conjoncturelles des industries agroalimentaires (IAA) sont présentées selon la nomenclature d'activité productive Naf rév. 2 entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2008. Les IAA regroupent les industries alimentaires (division 10) et les fabrications de boissons y compris de vins (division 11), mais n'incluent pas la fabrication de produits à base de tabac (division 12) :

<http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=nomenclatures/cpf2008/cpf2008.htm>

- Les IAA sont intégrées à l'ensemble « Industrie manufacturière » (section C de la nomenclature) qui regroupe toutes les industries manufacturières, à l'exclusion de l'énergie et de la construction.

- Les différents indicateurs des IAA utilisés ont pour base 100 l'année 2010. Ils ont des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont, de ce fait, pas toujours immédiatement comparables.

L'indicateur de chiffre d'affaires (Ica) et l'emploi salarié sont des indicateurs sectoriels alors que les autres indicateurs - indice de production industrielle (Ipi), indice de prix à la production (IPP), données sur le commerce extérieur - sont des indicateurs de branche.

Alors que la branche regroupe des unités de production homogènes, les secteurs d'activité regroupent des entreprises de fabrication, de commerce ou de service qui ont la même activité principale mais qui peuvent avoir des productions ou services secondaires relevant d'autres items de la nomenclature d'activité. Compte tenu des champs respectifs des différents indicateurs, le chiffre d'affaires total d'une entreprise sera affecté à un seul poste de la nomenclature d'activité (l'activité principale) alors que sa production sera, le cas échéant, ventilée dans différents postes de la nomenclature.

- **Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie**

Le département de la conjoncture de l'Insee effectue une enquête mensuelle auprès des entreprises du secteur concurrentiel sur la situation et les perspectives d'activité dans l'industrie. Le champ de l'industrie retenu recouvre les secteurs de l'industrie manufacturière dont les fabrications de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac. Toutes les questions sont qualitatives et trimodales. Les résultats sont présentés sous la forme de soldes d'opinion, différence entre le pourcentage de réponses « en hausse » ou « supérieurs à la normale » et le pourcentage de réponses « en baisse » ou « inférieurs à la normale ». Cette présentation permet d'améliorer la lisibilité sans perte d'information notable : http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind11/Emi_m2015.pdf

- Les données concernant les entreprises agroalimentaires au sens large, industries agroalimentaires, commerce de gros de produits agroalimentaires, artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie sont obtenues à partir d'Esane (Élaboration des Statistiques Annuelles d'Entreprise) :

<http://agreste.agriculture.gouv.fr/enquetes/entreprises-agroalimentaires/esane-entreprises-agroalimentaires/>

- Les séries retenues pour l'Ipi couvrent partiellement certains domaines :

- l'Ipi de l'industrie laitière couvre également les glaces et sorbets ;
- l'Ipi de l'industrie des boissons ne comprend pas les vins.

Les comparaisons sont effectuées, sauf précision contraire, en glissement annuel, c'est-à-dire par rapport à la même période de l'année précédente.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - IAA » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - IAA » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- le tableau de bord mensuel des IAA qui retrace le climat conjoncturel des IAA, au travers de différents indicateurs et des chiffres du commerce extérieur.

Les Synthèses conjoncturelles IAA :

- « Au 2^e trimestre 2015, l'activité des IAA a progressé par rapport au 2^e trimestre 2014 », Synthèses n° 2015/277, octobre 2015
- « Au 1^{er} trimestre 2015, l'activité des IAA a progressé par rapport au 1^{er} trimestre 2014 », Synthèses n° 2015/273, juillet 2015
- « En 2014, le volume de la production des IAA a légèrement progressé » Synthèses n° 2015/266, avril 2015
- « Au 3^e trimestre 2014, le volume de la production des IAA a progressé légèrement par rapport au 3^e trimestre 2013 », Synthèses n° 2015/259, janvier 2015
- « Le poste « Autres produits alimentaires » : 16 % de la production agroalimentaire française », Synthèses n° 2011/168, décembre 2011
- « Les fabrications françaises de produits laitiers s'adaptent à la hausse de la demande européenne et mondiale », Synthèses n° 2011/155, juillet 2011
- « Boissons alcooliques distillées: reprise de la demande états-unienne et essor de la demande chinoise », Synthèses n° 2010/136, décembre 2010

Les primeurs IAA :

- « Productions commercialisées des industries agroalimentaires - Léger repli des ventes en 2014 », Agreste primeur n° 330, novembre 2015
- « Productions commercialisées des industries agroalimentaires en 2013 », Agreste primeur n° 318, novembre 2014
- « Les entreprises agroalimentaires en 2011 », Agreste primeur n° 309, mars 2014
- « Une hausse plus modérée des ventes de produits agroalimentaires en 2012 », Agreste primeur n° 305, novembre 2013
- « Les exportations et les prix dopent les ventes », Agreste Primeur n° 287, septembre 2012
- « Viandes et boissons en tête », Agreste Primeur n° 267, octobre 2011

PRODUCTIONS ANIMALES

Synthèses Porcins mars n° 2016/281

[Retour éditorial](#)

En 2015, le marché français du porc subit une forte baisse des cours, sous l'effet d'une production européenne en hausse et d'une concurrence renforcée entre pays de l'UE

Après un recul important de la production porcine française entre 2010 et 2013, le redressement amorcé en 2014 se confirme en 2015, alors que les marchés du porc subissent une forte baisse des prix, en France comme dans le reste de l'Union européenne, notamment en fin d'année. La forte progression de la production européenne en 2015 (environ + 4 %) a accru la concurrence sur le marché intra-communautaire, malgré les gains sur les marchés des pays tiers. La France perd ainsi des parts de marché à l'exportation vers l'UE et la croissance de ses exportations de viande porcine vers les pays tiers, notamment la Chine, ne suffit pas à empêcher un recul de 6 % de ses exportations en 2015, toutes destinations confondues. Le solde commercial des échanges reste nettement négatif. De leur côté, l'Allemagne et l'Espagne développent fortement leurs exportations vers les pays tiers. En 2015, les ménages français ont acheté un peu moins de viande fraîche et préparations de porc. Dans ce contexte d'offre abondante, de consommation atone et de difficultés à l'exportation, les prix à la production sont orientés à la baisse et se situent nettement en-dessous du prix qui permettrait de compenser l'évolution du coût de l'aliment pour porcins, malgré le léger repli de ce dernier.

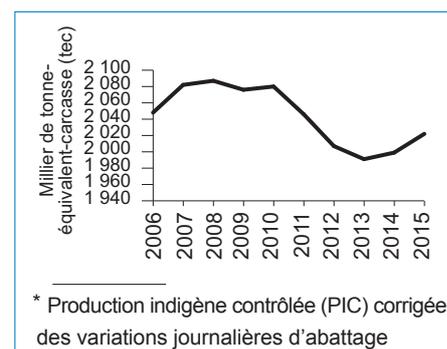
En 2015, la production porcine augmente plus fortement dans le reste de l'UE qu'en France

Troisième pays producteur européen derrière l'Allemagne et l'Espagne, la France maintient en 2015 sa production porcine en têtes et augmente légèrement sa production en poids (+ 1 % en tec). Cette hausse provient de l'alourdissement du poids moyen des carcasses (+ 1,1 %) et reflète une offre soutenue par rapport à la demande des abattoirs, les éleveurs gardant leurs animaux un peu plus

longtemps dans les exploitations. La progression de la production (abattages + solde du commerce extérieur d'animaux vivants) survient après un recul important de la production de 2010 à 2013, suivi d'une amorce de reprise en 2014. Néanmoins, depuis 2010, la production porcine française s'est réduite de près de 3 % en volume et de plus de 5 % en têtes.

Sur les 11 premiers mois de 2015, les abattages français enregistrent une légère progression par rapport à 2014 (+ 1,1 %), inférieure toutefois à la

La production indigène porcine française* se redresse à partir de 2014



Source : Agreste

moyenne européenne (près de 4 %). Au sein des principaux pays producteurs de l'Union européenne, la France se classe parmi ceux aux croissances les plus faibles, au même titre que la Belgique (+ 0,8 %). Les abattages progressent très fortement dans les principaux pays producteurs de l'UE, notamment les Pays-Bas et l'Espagne, à l'exception du Danemark dont les abattages sont stables. Les productions espagnoles et allemandes affichent un dynamisme important à l'exportation, notamment vers les pays asiatiques et en particulier à destination de la Chine.

Globalement, les exportations de viande porcine européenne augmentent vers les pays tiers en 2015

Malgré la fermeture du marché russe, imputable à l'embargo, d'abord sanitaire, décrété sur les viandes porcines européennes en février 2014, puis politique en août 2014, les exportations de viande porcine (y compris graisse) des pays de l'UE vers les pays tiers progressent en 2015. En cumul sur les 11 premiers mois de 2015, la hausse est de 7 % par rapport à la même période en 2014. Il est probable qu'avec une parité euro/dollar favorable en 2015, les opérateurs européens ont réussi à prendre des parts de marché aux industriels nord-américains. Avec la Chine, qui absorbe à elle seule un quart des exportations de viande porcine de l'Union européenne, les européens doublent quasiment leurs ventes en une année.

Parmi les principaux pays producteurs européens, seules l'Allemagne et la France enregistrent un fléchis-

sement de leurs exportations vers les autres pays de l'Union européenne. L'Allemagne réalise, toutefois, la deuxième plus forte croissance à l'exportation de viande porcine vers les pays tiers, derrière l'Espagne. À l'inverse, l'Italie se distingue par le recul de ses exportations de viande porcine vers les pays tiers. Enfin, l'Espagne semble manifestement tirer son épingle du jeu en progressant fortement à la fois sur le marché européen et sur pays tiers (+ 15 % vers l'UE et + 34 % vers les pays tiers), pour un gain total supérieur à 200 000 tonnes supplémentaires au cours des 11 premiers mois de 2015.

En 2015, les exportations françaises de viande porcine se réduisent globalement mais progressent vers les pays tiers

En 2015, les exportations françaises de viande porcine (y compris graisse) diminuent (- 6 %), soit 34 300 tec de

moins qu'en 2014, confirmant la tendance baissière enregistrée depuis 2010. Ainsi, de 2010 à 2015, les exportations françaises de viande porcine se sont repliées de 15 %, soit environ 104 000 tec de moins. Le recul est d'environ 82 000 tec sur cinq ans avec l'Union européenne et d'environ 22 000 tec avec les pays tiers. En 2015, la situation est contrastée suivant les destinations. Si les exportations baissent vers l'Union européenne par rapport à 2014 (- 8 %, soit 38 000 tec de moins), elles progressent légèrement avec les pays tiers, avec un gain de près de 4 000 tec supplémentaires (+ 3 % sur un an).

En Europe, la diminution des exportations françaises est particulièrement marquée vers l'Italie, principal client de la France en viandes porcines. Les autres reculs notables concernent le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Espagne, la Hongrie et la Grèce. À l'inverse, les livraisons progressent vers

En 2015, les abattages européens de porcs sont en nette hausse

	11 mois 2014 (millier de tonnes)	11 mois 2015 (millier de tonnes)	11 mois 2015/ 11 mois 2014 (%)
Allemagne	5 012	5 109	1,9
Espagne	3 308	3 565	7,8
France	1 773	1 793	1,1
Pologne	1 669	1 729	3,6
Danemark	1 462	1 461	- 0,0
Italie	1 197	1 354	13,1
Pays-Bas	1 263	1 337	5,8
Belgique	1 021	1 029	0,8
Royaume-Uni	796	829	4,2
Union européenne (28 pays)	20 182	20 974	3,9

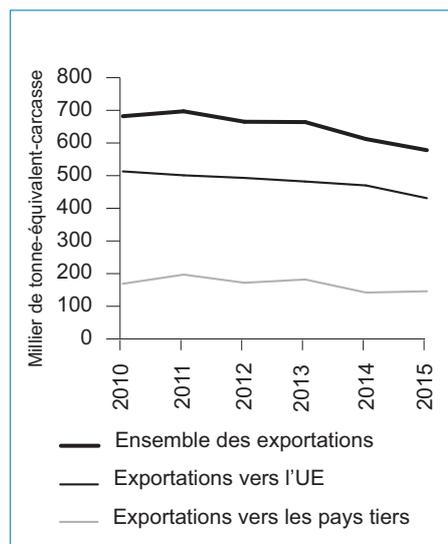
Source : Eurostat

En 2015, l'Espagne développe fortement ses exportations de viande porcine vers l'UE et les pays tiers

	Exportations de viande et graisse porcine									
	vers les pays de l'UE				vers les pays tiers					
	11 mois 2014 (tonne)	11 mois 2015 (tonne)	2015/2014 (tonne)	2015/2014 (%)		11 mois 2014 (tonne)	11 mois 2015 (tonne)	2015/2014 (tonne)	2015-2014 (%)	
Espagne	836 801	958 286	121 485	15	Espagne	253 271	338 703	85 432	34	
Allemagne	1 768 461	1 736 322	- 32 139	- 2	Allemagne	368 244	439 967	71 723	19	
Pays-Bas	744 545	769 767	25 222	3	Pays-Bas	113 551	121 500	7 949	7	
France	387 890	354 211	- 33 679	- 9	France	121 646	125 946	4 299	4	
Danemark	820 513	880 447	59 934	7	Danemark	355 947	368 263	12 316	3	
Belgique	716 876	749 473	32 597	5	Belgique	43 221	44 615	1 394	3	
Italie	189 685	203 605	13 920	7	Italie	54 803	52 723	- 2 080	- 4	

Source : Eurostat

En 2015, les exportations françaises de viande porcine vers les pays tiers se redressent légèrement



Source : DGDDI (Douanes)

la Croatie, la République tchèque, la Roumanie, la Belgique et les Pays-Bas.

En 2015, la France profite de manière limitée de la dynamique des marchés asiatiques

Vers les pays tiers, la progression des ventes françaises est fortement tirée par la Chine : ce pays augmente ses achats à la France de près de 18 000 tec. De leur côté, les principaux clients asiatiques autres que la Chine diminuent leurs achats : - 1 300 tec pour le Japon, - 1 500 tec pour Hong Kong et - 700 tec pour la Corée du Sud, à l'exception de Taiwan qui importe 1 300 tec supplémentaires. Quant à la Russie, ses achats de viande porcine à l'Union européenne et à la France sont quasiment nuls en 2015.

En 2015, les exportations françaises de viande porcine vers les pays tiers augmentent de 3 %, progression largement inférieure à celle d'autres exportateurs européens comme l'Espagne ou l'Allemagne (respectivement + 34 % et + 19 % sur la même période).

Recul de tous les postes d'exportation

La baisse globale des exportations concerne tous les postes et notamment le principal, les viandes porcines fraîches, réfrigérées ou congelées, en repli de 5 % en volume et de 12 % en valeur par rapport à 2014. Les ventes de viandes salées, séchées ou fumées se rétractent également (environ - 12 % en volume et en valeur) mais concernent des quantités bien plus réduites. Quant aux exportations de préparations et conserves de viandes porcines, elles représentent un peu moins de 100 000 tonnes et leur baisse est limitée à 3 % en volume et 2 % en valeur.

Les importations françaises de viande porcine se réduisent également

En 2015, les importations françaises de viande porcine (y compris graisse) restent importantes, malgré une réduction de 3 %, soit près de 18 000 tec de moins. Les achats se font essentiellement depuis les autres pays de l'Union européenne, ceux en provenance des pays tiers demeurant anecdotiques.

En 2015, les deux fournisseurs les plus importants de la France ont réduit leurs livraisons : - 17 800 tec depuis l'Espagne et - 12 500 tec depuis l'Allemagne. À l'inverse, les importations depuis la Belgique ont fortement progressé, ainsi, mais dans une moindre mesure, qu'en provenance du Royaume-Uni, du Portugal et de la Pologne.

Le solde du commerce extérieur des viandes porcines demeure négatif en volume et en valeur

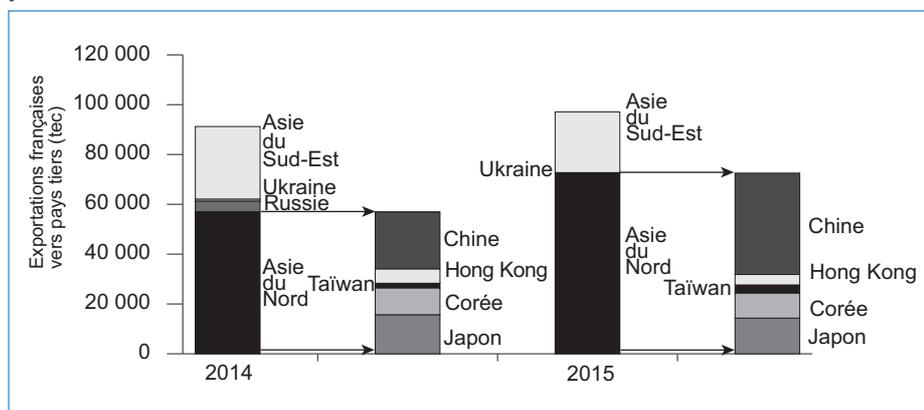
En volume, le déficit global du commerce extérieur français en viande porcine se creuse encore en 2015,

En 2015, les exportations françaises de viande porcine vers les pays de l'UE sont en repli

Pays de destination	2014 (tec)	2015 (tec)	2015/2014 (tec)	2015/2014 (%)
Italie	123 532	96 889	- 26 642	- 22
Royaume-Uni	57 059	52 837	- 4 223	- 7
Belgique	44 343	46 319	1 975	4
Allemagne	42 202	36 930	- 5 272	- 12
Espagne	42 434	34 178	- 8 256	- 19
Bulgarie	28 986	27 885	- 1 102	- 4
Grèce	29 415	24 843	- 4 572	- 16
Pays-Bas	13 685	16 889	3 205	23
République tchèque	13 084	15 030	1 946	15
Hongrie	16 167	14 030	- 2 137	- 13
Pologne	13 283	13 785	503	4
Roumanie	6 317	7 056	739	12
Croatie	500	4 812	4 313	863
Portugal	3 172	3 546	374	12
Slovaquie	2 870	2 741	-130	- 5
Chypre	2 462	2 355	-107	- 4

Source : DGDDI (Douanes)

En 2015, les exportations françaises vers les pays tiers sont tirées par la Chine



Source : DGDDI (Douanes)

Entre 2014 et 2015, tous les postes d'exportations de viande porcine française sont en repli, en masse ou en valeur

Export	Viandes porcines fraîches	Viandes porcines salées, séchées ou fumées	Préparations et conserves de viandes porcines	Graisse de porc
2014 (tec)	468 693	11 272	94 895	37 046
2015 (tec)	443 082	9 828	92 519	32 137
2015/2014 (tec)	- 25 610	- 1 444	- 2 376	- 4 909
2015/2014 (%)	- 5	- 13	- 3	- 13
2014 (millier d'euros)	816 484	52 766	253 123	25 578
2015 (millier d'euros)	715 753	46 277	248 827	19 457
2015/2014 (millier d'euros)	- 100 731	- 6 489	- 4 296	- 6 121
2015/2014 (%)	- 12	- 12	- 2	- 24

Source : DGDDI (Douanes)

En 2015, les importations françaises de viande porcine sont également en baisse

Pays de provenance	2014 (tec)	2015 (tec)	2015/2014 (tec)	2015/2014 (%)
UE	613 615	596 024	- 17 591	- 3
Espagne (y compris Canaries)	341 148	323 370	- 17 777	- 5
Allemagne	121 074	108 619	- 12 455	- 10
Belgique	44 924	54 444	9 520	21
Italie	51 568	49 991	- 1 577	- 3
Pays-Bas	16 520	15 923	- 596	- 4
Royaume-Uni	3 394	7 126	3 732	110
Portugal	2 436	4 158	1 722	71
Pologne	3 956	4 611	655	17
Pays tiers	5 960	5 650	- 309	- 5
Ensemble	619 575	601 675	- 17 900	- 3

Source : DGDDI (Douanes)

Le solde commercial français des viandes porcines reste négatif, en volume et en valeur

Solde du commerce extérieur		Ensemble	Union européenne	Pays tiers
Tonne-équivalent-carcasse	2014	- 7 669	- 144 076	136 408
	2015	- 24 108	- 164 566	140 459
Millier d'euros	2014	- 425 765	- 657 682	231 917
	2015	- 400 232	- 643 803	243 571

Source : DGDDI (Douanes)

En 2015, les achats de viande porcine par les ménages français sont en baisse

Tonne	Viande porcine	2014	2015	2015/2014 (%)
		dont saucisses et saucissons	988 519	974 162
	dont jambon	560 694	554 934	- 1,0
		242 766	240 350	- 1,0
Millier d'euros	Viande porcine	9 360 442	9 207 598	- 1,6
	dont saucisses et saucissons	5 235 031	5 177 845	- 1,1
	dont jambon	2 922 279	2 875 112	- 1,6

Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

malgré l'augmentation de l'excédent réalisé avec les pays tiers. En valeur, il reste fortement négatif du fait de l'importation de produits porcins à plus forte valeur ajoutée que les produits exportés. Toutefois, ce déficit en valeur se réduit légèrement en 2015, à la suite notamment, d'une réduction du prix moyen des produits importés.

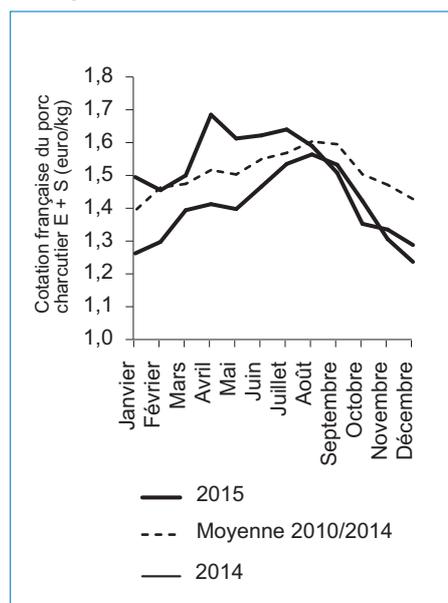
En 2015, les achats de porc par les ménages français se replient, en volume et en valeur

Malgré une légère baisse du prix d'achat moyen, la consommation de viande de porc par les ménages français baisse en volume en 2015 (- 1,5 %), d'après les données du panel Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer, induisant un repli de 1,6 % en valeur. Les achats diminuent au cours de l'année, quel que soit le produit. Les achats de viande fraîche, hors produits élaborés, reculent de 9 % au troisième trimestre, période pourtant traditionnellement propice aux grillades. En volume, la consommation des produits élaborés comme les saucisses ou le jambon résiste mieux que celle des viandes fraîches.

Les cours du porc chutent en 2015

Dans ce contexte d'offre européenne abondante, de consommation des ménages en repli et de difficultés à l'exportation, la cotation française du porc charcutier E+S se réduit fortement, notamment en fin d'année 2015. En moyenne sur l'année, le repli est de 7 % par rapport à 2014. La cotation atteint son point le plus bas en décembre, comme dans tous

Le cours 2015 du porc charcutier se replie, notamment en fin d'année



Source : FranceAgriMer

les autres pays producteurs européens, indépendamment des écarts de prix pouvant exister entre eux.

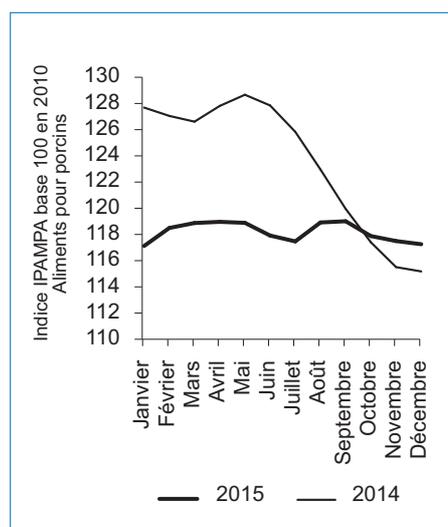
En 2015, les cours des matières premières se replient nettement. Le prix des aliments pour porcins recule également (- 4 % par rapport à 2014), mais la trésorerie des éleveurs reste fragilisée, le prix à la production étant nettement inférieur au prix permettant de compenser l'évolution du coût de l'aliment pour porcins.

Croissance probable de la production européenne de porcs pour le 1^{er} semestre 2016

Pour le premier semestre 2016, les prévisions des principaux producteurs

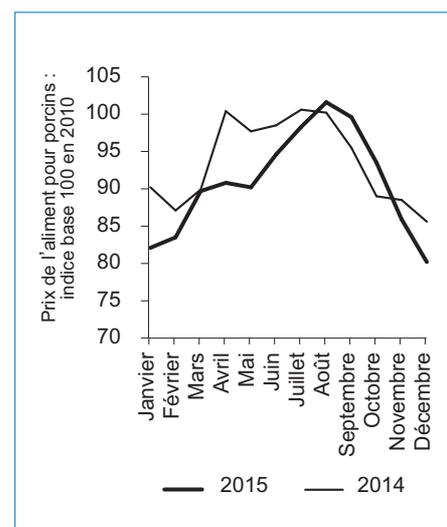
européens affichent une augmentation de la production porcine, à l'exception de l'Allemagne et de la France. La plus forte hausse viendrait de l'Espagne. Dans ce contexte d'offre importante et de poursuite de l'embargo russe, la pression à la baisse sur les prix à la production devrait se maintenir au cours de la période, d'autant que l'augmentation des productions porcines américaines et brésiliennes pourrait concurrencer davantage les pays de l'UE sur leurs marchés habituels (Extrême-Orient, Russie).

Le cours de l'aliment porcine remonte en fin d'année



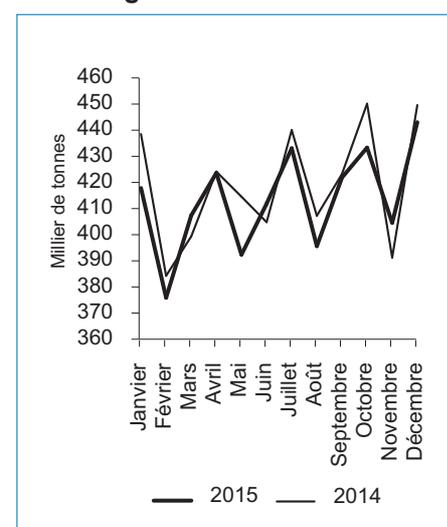
Sources : Insee, Agreste

Le rapport prix du porc/prix de l'aliment porcine se dégrade en décembre 2015



Sources : Insee, Agreste

La production d'aliments porcins est en léger retrait en 2015



Source : Agreste

Sources

- L'enquête mensuelle auprès des abattoirs de gros animaux
- Eurostat pour les statistiques européennes
- Les statistiques de la DGDDI (Douanes) pour les données de commerce extérieur
- Le panel Kantar Worldpanel de FranceAgriMer pour les achats des ménages.

Définitions

- Production indigène contrôlée CVJA (Pic CVJA) : La production indigène contrôlée est obtenue par calcul à partir des abattages relevés dans les abattoirs, augmentés des exportations et diminués des importations totales d'animaux vivants. Une correction des variations journalières d'abattages (CVJA) est appliquée mensuellement pour tenir compte du niveau d'activité des abattoirs qui diffèrent selon les jours de la semaine et la présence ou non de jours fériés dans le mois précédent ou le mois suivant.
- Depuis le 01/01/2014, la réglementation européenne définissant la classe des porcs charcutiers a été modifiée. Jusqu'en décembre 2013, la classe E correspondait aux porcs charcutiers dont la teneur en viande maigre (TMP) était supérieure ou égale à 55 %. Depuis janvier 2014, la réglementation restreint la classe E aux animaux dont la TMP est comprise entre 55 % et moins de 60 %, les porcs charcutiers de $TMP \geq 60$ % étant dorénavant classés en S. À des fins de comparaison sur longue période, le périmètre observé jusqu'en 2013, porcs charcutiers de $TMP \geq 55$ %, a été reconstitué en 2014 pour les principaux pays producteurs européens à partir des cotations hebdomadaires relevées en 2014 pour chacune des classes E et S. Pour chaque pays, ces cotations ont été pondérées par les volumes nationaux abattus en 2013 en classe E et en classe S. La cotation ainsi calculée correspond selon la nouvelle réglementation au prix du porc charcutier des classes E et S réunies.
- **Graisse de porc :**
 - lard (sans parties maigres), frais, réfrigéré, congelé, salé, séché, fumé ou en saumure
 - graisse de porc non fondue ni autrement extraite, fraîche, réfrigérée, congelée, salée ou en saumure, séchée ou fumée
 - saindoux fondu ou autrement extrait

Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture – Animaux de boucherie » pour les publications Agreste Conjoncture
- dans la rubrique « Conjoncture – Séries mensuelles (bulletin) » pour les principales séries chiffrées
- dans « Données en ligne – DISAR – Élevage - Conjoncture Animaux de boucherie » pour des données complémentaires

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Les abattages de porcins progressent début 2016 », Infos rapides Animaux de boucherie n° 2/11, février 2016
- « En 2014, la forte demande asiatique en viande porcine européenne a amorti la baisse des ventes vers la Russie », Synthèses Animaux de boucherie, n° 2015/258, janvier 2015
- « En dix ans, l'Allemagne est devenu l'acteur européen incontournable de la production de viande porcine », Synthèses Animaux de boucherie, n° 2014/231, janvier 2014
- « Un marché du porc européen conditionné par les exportations », Synthèses Animaux de boucherie, n° 2012/198, décembre 2012
- « Vers une disparition du cycle du porc ? », Synthèses Animaux de boucherie, n° 2010/116, juin 2010

[Retour éditorial](#)

2015 : une production d'agneaux en hausse pour la seconde année consécutive

Après une baisse importante entre 2011 et 2013, la production française d'agneaux progresse en poids pour la seconde année consécutive. En têtes, elle se situe quasiment au même niveau qu'en 2014, tout en restant néanmoins bien inférieure à 2011. Dans un contexte de poursuite du repli du cheptel ovin de souche et de forte baisse des importations d'animaux vivants, les abattages d'agneaux diminuent légèrement. Malgré un niveau relativement soutenu en début d'année, les cours à la production de l'agneau sont globalement inférieurs à ceux de 2014. En 2015, la demande intérieure de viande ovine continue de baisser.

En 2015, les effectifs du cheptel ovin français continuent de baisser. Avec 5,37 millions de têtes à la fin 2015, les effectifs de brebis et agnelles saillies (cheptel dit de souche) sont inférieurs de 1,6 % à ceux de 2014. Si les effectifs du cheptel laitier se maintiennent à 1,57 million de têtes, avec un recul de seulement 0,2 %, le cheptel « ovin viande » de souche poursuit sa baisse. Il passe ainsi de 3,9 millions de têtes en 2014 à 3,8 millions en 2015, soit une perte de 106 000 femelles de souche.

Une production d'agneaux stable en têtes mais en hausse en poids

Après les fortes baisses de 2007-2008 et 2011-2012, la production d'agneaux (82 % de la production ovine totale) se stabilise en têtes en 2015, à plus de 3,8 millions de têtes, soit + 0,3 % par rapport à 2014. Elle dépasse de 12 000 têtes le niveau de 2014. En poids, l'augmentation est plus impor-

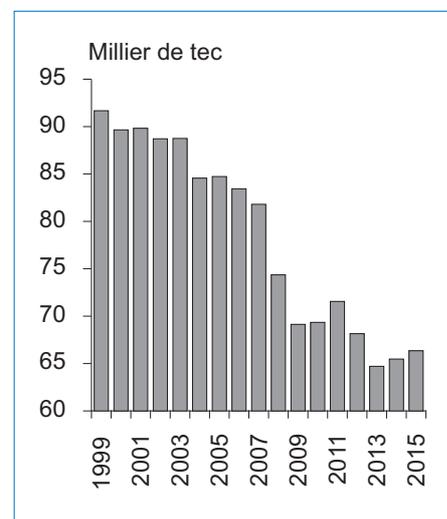
tante, la production dépassant de 1,3 % le niveau de 2014. Ainsi, pour la seconde année consécutive, la hausse du poids compense la baisse d'offre d'animaux présents dans les exploitations ovines françaises. Dans un contexte de poursuite du repli du cheptel ovin de souche et de forte baisse des importations d'animaux vivants, les abattages d'agneaux diminuent légèrement (- 1,1 % en têtes).

Moins d'agneaux abattus en 2015 mais avec des poids carcasses supérieurs

En 2015, avec 3,65 millions de têtes, les abattages d'agneaux sont en repli de 1 % par rapport à 2014, soit 40 000 têtes en moins. Par rapport à la moyenne sur les cinq dernières années, la baisse atteint 147 000 têtes (- 4 %). Ce recul des abattages d'agneaux est une conséquence de la diminution du cheptel reproducteur entre 2013 et 2014. Sur cette période,

le cheptel a perdu 55 000 femelles reproductrices dont 39 000 issues du cheptel viande et près de 20 000 du cheptel laitier.

En 2015, hausse de la production d'agneaux en poids pour la seconde année consécutive



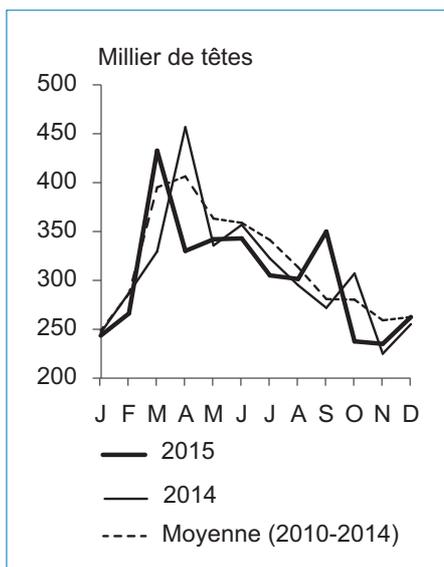
Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

En 2015, une production d'agneaux stable en têtes

		2014 (millier de têtes)	2015 (millier de têtes)	Moyenne 2010-2014 (%)	2015/2014 (%)	2015/moyenne 2010-2014 (%)
Agneaux	Abattages d'agneaux (a)	3 689	3 649	3 796	- 1,1	- 3,9
	Exportations d'animaux vivants (b)	451	447	559	- 0,8	- 20,0
	Importations d'animaux vivants (c)	327	271	341	- 17,0	- 20,5
	Production d'agneaux (a + b - c)	3 813	3 825	4 015	0,3	- 4,7
Ovins adultes	Abattages d'ovins adultes (d)	546	549	558	0,4	- 1,6
	Exportations d'animaux vivants (e)	75	45	87	- 39,6	- 47,7
	Importations d'animaux vivants (f)	52	50	44	- 3,9	14,8
	Production d'ovins adultes (d + e - f)	569	544	601	- 4,5	- 9,5
Production ovine totale		4 383	4 369	4 616	- 0,3	- 5,3

Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

Les abattages d'agneaux se replient en 2015



Source : Agreste

L'alourdissement des carcasses permet de compenser la baisse des effectifs d'ovins abattus. Ainsi, en poids, les abattages reculent de seulement 0,2 % en 2015 par rapport à 2014 et de 2,6 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

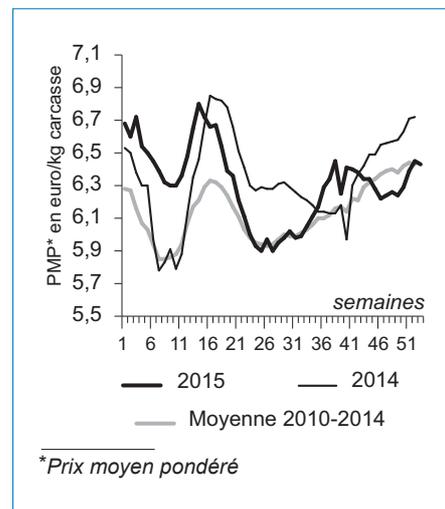
Durant les sept premiers mois de l'année 2015, les abattages d'agneaux (têtes) sont restés en retrait par rapport à 2014, puis à partir du mois d'août, ont dépassé le niveau de l'année précédente. Les deux pics traditionnels d'abattage des ovins, la fête de Pâques au printemps et celle de l'Aïd El-Kébir à l'automne, ont enregistré en 2015 des évolutions contrastées par rapport à 2014 : en repli lors de la période de Pâques (- 23 500 têtes pour les mois de mars et avril) mais en hausse au moment de la fête de

l'Aïd (+ 8 600 têtes sur les mois de septembre et octobre).

En début de période, le manque d'offre dans les élevages a tiré les cours à la hausse

À 6,32 €/kg carcasse en moyenne sur l'année 2015, le prix moyen des agneaux est inférieur de 0,5 % au niveau élevé de 2014. Le manque de disponibilités dans les exploitations a contribué à soutenir les cours jusqu'à la fête de Pâques. La fête passée, la demande a chuté, entraînant les cours à la baisse. Ils ont ainsi été nettement en dessous de ceux de 2014, atteignant le niveau moyen des cinq dernières années durant l'été. À la fin de l'été, ils sont repartis à la hausse, tirés par la demande lors de la fête de l'Aïd El-Kébir pour ensuite baisser jusqu'à

Des cours élevés en début d'année 2015 pour les agneaux mais qui fléchissent ensuite



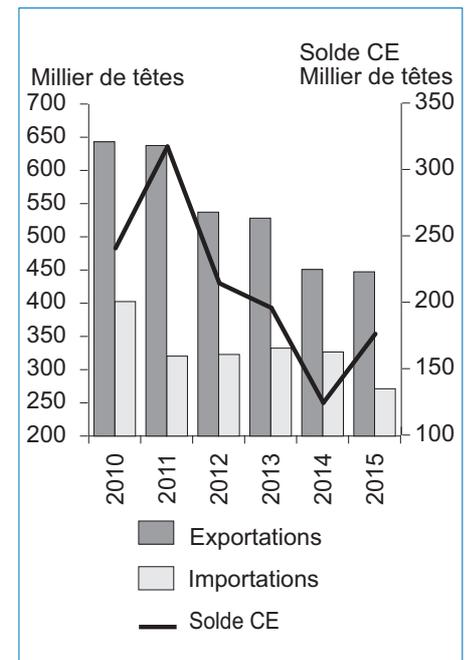
Source : FranceAgriMer

la fin de l'année, en recul par rapport à 2014.

Un excédent du commerce extérieur en hausse en 2015, malgré des échanges d'ovins vivants perturbés par la FCO

En baisse constante depuis 2011, l'excédent du commerce extérieur des agneaux vivants se redresse, passant de + 124 000 têtes en 2014 à + 176 000 têtes en 2015. L'amélioration du solde résulte d'un net repli des importations, tandis que les exportations restent stables.

En 2015, l'excédent du commerce extérieur d'agneaux vivants s'améliore

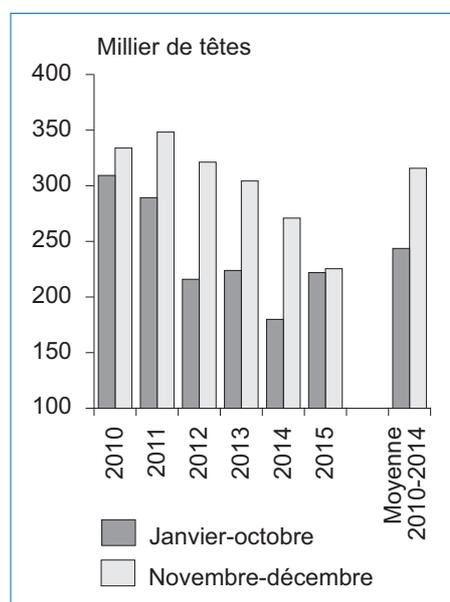


Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

Stabilité des exportations d'agneaux vivants mais évolutions contrastées en cours d'année

Après les baisses des années précédentes, les exportations totales d'agneaux vivants se maintiennent quasiment par rapport à 2014, tout en affichant des évolutions contrastées en cours d'année. Ainsi, sur les dix premiers mois de l'année 2015, les exportations d'agneaux vivants progressent de plus de 40 000 têtes par rapport à la même période de 2014. Cette hausse de la demande extérieure contribue à maintenir les cours de l'agneau en début de période.

2015 : hausse des exportations en début d'année mais forte baisse de fin d'année dans un contexte de FCO

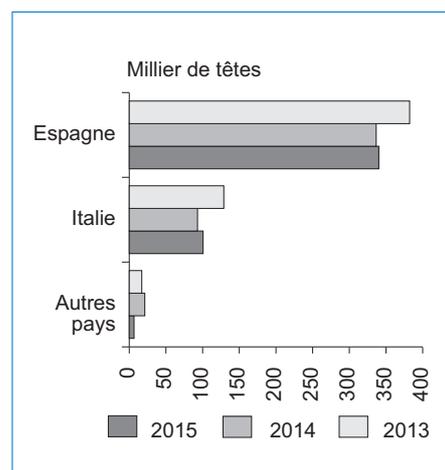


Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

En revanche, sur les deux derniers mois de l'année, les exportations reculent nettement par rapport à la même période des années précédentes. Elles sont ainsi inférieures de 45 500 têtes au niveau de 2014 et surtout de 112 000 têtes à la moyenne des exportations des cinq dernières années. Traditionnellement, cette période coïncide avec l'arrivée sur le marché des agneaux issus des régions laitières des bassins de Roquefort et d'Ossau-Iraty. Ces agneaux sont exportés vers l'Espagne et l'Italie en tant qu'agneaux de lait. L'apparition de la FCO, en limitant l'accès aux marchés espagnol et italien

a pu contribuer à ces replis, sachant que ces pays représentent respectivement 76 % et 23 % des exportations d'agneaux français. Par ailleurs, aucun agneau n'a été vendu à la Libye en 2015. En 2014, ce pays représentait 3 % des exportations d'agneaux vivants.

En 2015 : légère reprise des exportations d'agneaux vivants vers l'Espagne et l'Italie



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

Des importations d'agneaux vivants en repli constant sur l'année

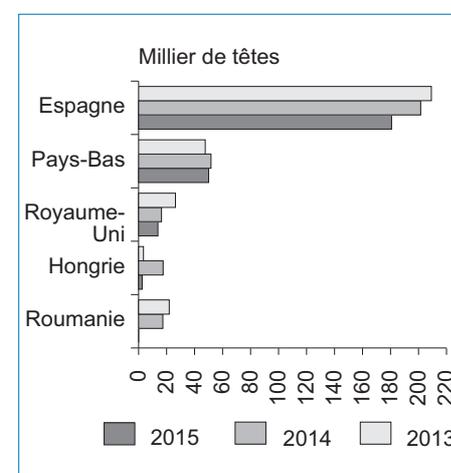
En 2015, les importations d'agneaux vivants chutent de plus de 55 000 têtes, passant de 326 500 animaux en 2014 à 271 000. Ce recul est constant sur l'année, à l'exception de période de fête de l'Aïd, à l'automne. Sur cette période, les importations augmentent de 15 000 têtes par rapport à 2014, l'offre disponible dans les exploitations n'étant pas en mesure de satisfaire la demande.

Le repli s'explique principalement par la chute des importations en provenance d'Espagne (- 21 000 têtes entre 2014 et 2015). Pour des volumes réduits, la Roumanie et la Hongrie diminuent également leurs ventes à la France : aucune importation en provenance de la Roumanie et - 85 % depuis la Hongrie.

Les échanges d'ovins vivants adultes, plus secondaires, sont également perturbés en 2015. Après une légère hausse entre 2013 et 2014, les expor-

tations totales baissent fortement, chutant de 75 000 têtes en 2014 à 45 000 en 2015. Cette baisse est liée à la quasi-disparition des exportations à destination du Liban (- 21 000 animaux vendus, soit - 87 %). Le marché italien recule, quant à lui, de 15 % soit 6 550 animaux. Dans le même temps, les importations reculent de 2 %, essentiellement du fait du recul des achats en provenance d'Espagne.

En 2015 : chute des importations françaises d'agneaux vivants en provenance d'Espagne



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

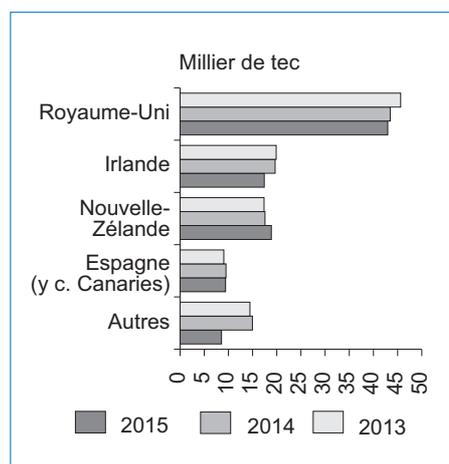
Des importations de viande toujours en repli

En baisse continue depuis 2010, les importations de viande ovine fléchissent en 2015 de plus de 7,5 % par rapport à 2014, pour atteindre 97 000 tec. Elles sont inférieures de 12,5 % à la moyenne des cinq dernières années. Le repli est général, quelle que soit la période de l'année. Cette baisse en volume se traduit également par une diminution en valeur mais qui reste plus limitée : - 6 % par rapport à 2014 et - 5 % par rapport à la moyenne 2010-2014.

Le Royaume-Uni demeure le principal fournisseur en viande ovine de la France. Les importations en provenance de ce pays sont néanmoins en repli de plus de 1 % en volume et de 0,9 % en valeur. Celles en provenance

d'Irlande connaissent les mêmes évolutions. En revanche, après plusieurs années de repli, les importations en provenance de Nouvelle-Zélande progressent de 7,5 % en 2015 par rapport à 2014.

Légère baisse des importations françaises de viande ovine en provenance du Royaume-Uni en 2015



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

En 2015, les carcasses et demi-carcasses fraîches ou réfrigérées représentent 57 % de la viande ovine importée, cette proportion étant relativement constante d'une année sur l'autre. En revanche, au sein de cette catégorie, le type d'animaux concerné varie selon les pays : plutôt des agneaux en provenance du Royaume-Uni et des brebis de réforme en provenance d'Espagne.

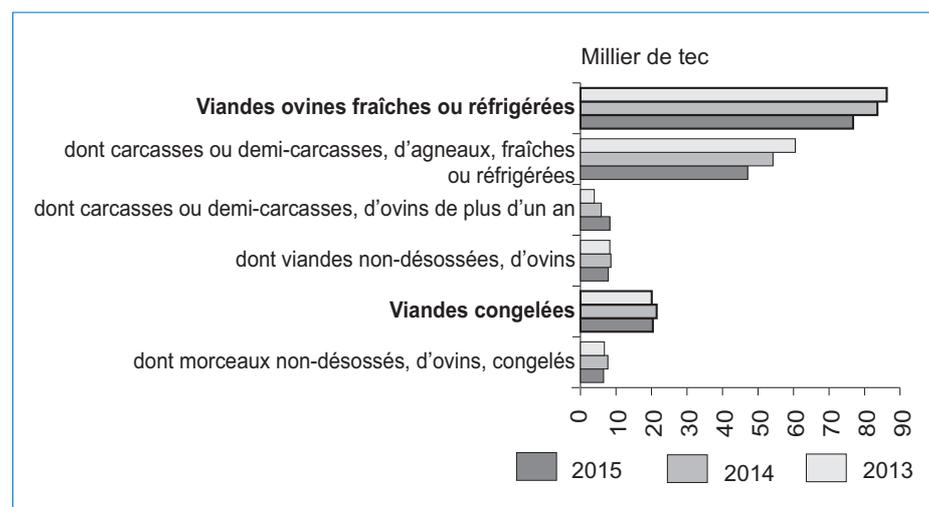
En 2015, poursuite du repli de la demande intérieure

En 2015, la consommation de viande ovine, calculée par bilan (abattages + importations - exportations), continue de reculer : - 4,5 % par rapport à 2014. En effet, dans un contexte de

quasi stabilité des abattages totaux d'ovins, la hausse des exportations de viande ovine n'est pas compensée par une hausse des importations, qui se replient de 7,5 %. La part des importations dans la consommation calculée fléchit (62 % en 2010, 57 % en 2015).

Cette baisse de consommation est confirmée par les résultats de l'enquête Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer concernant les achats de viande ovine par les ménages en 2015. En poids, ces achats sont en repli de 9 % par rapport à 2014 et de 17 % par rapport à la consommation moyenne sur la période 2010-2014. En valeur, le repli est de 6 % entre 2014 et 2015 et de 8 % par rapport à la moyenne 2010-2014.

Repli des importations de viandes fraîches ou réfrigérées en 2015



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

La consommation calculée de viande ovine continue à baisser en 2015

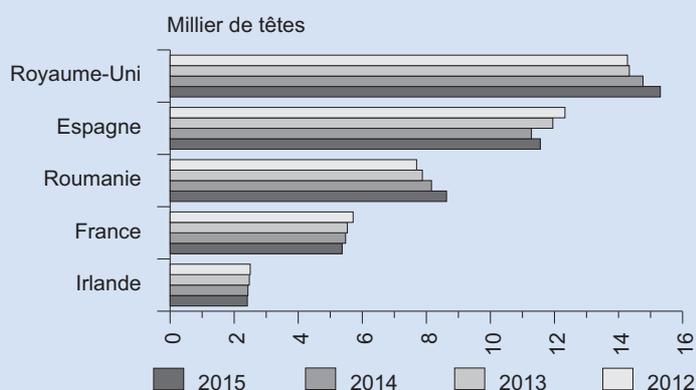
	2010 (tec)	2013 (tec)	2014 (tec)	2015 (tec)	2015/2014 (%)
Abattages d'ovins (CVJA) (1)	82 780	79 966	80 495	80 622	0,2
Importations de viande ovine (2)	121 464	106 379	105 157	97 229	- 7,5
Exportations de viande ovine (3)	9 087	7 450	8 078	8 251	2,1
Consommation indigène contrôlée (CVJA) (1)+(2)-(3)	195 157	178 896	177 625	169 600	- 4,5
Importations/consommation (%)	62	59	59	57	-

Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

En 2015, hausse des effectifs ovins des trois principaux pays producteurs de l'Union européenne

Le Royaume-Uni, l'Espagne et la Roumanie reconstitueraient leur cheptel de brebis et agnelles saillies

Fin 2015, les effectifs des cheptels ovins de souche des principaux pays européens sont en hausse. Les cheptels du Royaume Uni et de la Roumanie continuent leur progression, respectivement + 3 % et + 5,7 %. Le cheptel espagnol, en recul constant depuis 2008, est en hausse de 2,4 %. Quant aux effectifs français et irlandais, ils sont plutôt en retrait : - 2 % en France et - 0,7 % en Irlande.



Source : Eurostat

Sources, définitions et méthodes

Abattages CVJA

- Les données concernant les abattages sont exprimées en nombre (tête) et en poids (tec). Il s'agit des ovins abattus dans les abattoirs publics ou industriels, contrôlés par les services vétérinaires.
- Les résultats des abattages bruts sont corrigés en appliquant des coefficients de variation journalière d'abattage (CVJA) afin de tenir compte du niveau d'activité des abattoirs qui diffèrent selon les jours de la semaine et la présence ou non de jours fériés dans le mois, le mois précédent ou le mois suivant. Les données sont collectées, tous les mois auprès de l'ensemble des abattoirs par le Service de la Statistique et de la Prospective.

Production ovine

- La production d'agneaux CVJA correspond aux abattages d'agneaux CVJA auxquels on ajoute les exportations d'agneaux vivants et on retranche les importations d'agneaux vivants. Au sens de la DGDDI (Douanes), les exportations et importations d'agneaux vivants concernent les échanges d'ovins vivants âgés de moins d'un an et non destinés à la reproduction.
- La production d'ovins adulte est calculée en ajoutant aux abattages CVJA d'ovins adulte, les exportations d'ovins vivants de plus d'un an (à l'exclusion des animaux reproducteurs de race pure) et en retranchant les importations d'ovins adultes vivants. La production totale ovine est la somme de la production d'agneaux et de la production d'ovins adulte.

Consommation calculée totale de viande ovine

- La consommation de viande ovine correspond aux abattages totaux d'ovins (en tec) CVJA auxquels on ajoute les importations de viande ovine et on retranche les exportations de viande ovine.

Tonne-équivalent-carcasse (Tec)

- Il s'agit d'une unité employée pour pouvoir agréger des données en poids concernant des animaux vivants et des viandes sous toutes leurs présentations : carcasses, morceaux désossés ou non, viandes séchées, etc. On applique au poids brut un coefficient propre à chaque forme du produit.

Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture – Bulletin » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Animaux de Boucherie - Ovins» pour les publications mensuelles Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Malgré une baisse continue du cheptel ovin, le recul de la production est plus modéré en 2014 » Synthèses Animaux de boucherie n° 2015/270 - Juin 2015
- « La production ovine devrait diminuer en 2015 » Infos Rapides - Animaux de Boucherie - Ovins - Enquête cheptel avril 2015
- « 2010 : stabilisation de la production ovine et baisse de la consommation » Synthèses Animaux de boucherie n° 2011/142, mars 2011.

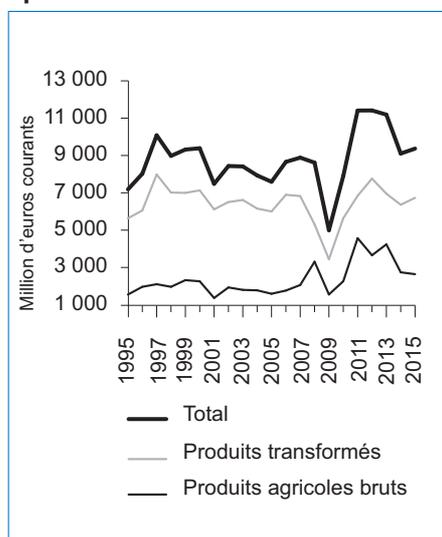
[Retour éditorial](#)

En 2015, les exportations de vins et alcools tirent la croissance de l'excédent agroalimentaire français

Après un recul important de 2 milliards d'euros en 2014, l'excédent des échanges agricoles et agroalimentaires progresse de 0,3 milliard d'euros pour atteindre 9,4 milliards d'euros en 2015, malgré l'embargo russe mis en place en août 2014. Loin des niveaux atteints de 2011 à 2013 (plus de 11 milliards d'euros), l'excédent retrouve un niveau similaire à celui de la fin des années 90. Si la baisse des prix mondiaux des produits agricoles a pesé sur la valeur des exportations, la progression générale des exportations en volume a soutenu cette embellie. Les exportations de boissons contribuent très nettement à la progression de l'excédent tant au niveau des volumes vendus que des prix, sous l'effet de la demande américaine et chinoise. La valeur des exportations de céréales et de sucre progresse également, grâce à une forte hausse des volumes, compensant la baisse des prix provoquée par les excédents mondiaux. Dans le cas des produits laitiers, les exportations en valeur se replient, la hausse des volumes n'ayant pu contrebalancer la chute des prix.

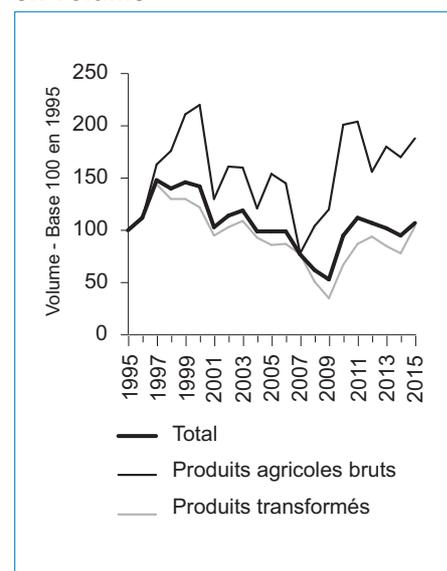
En 2015, l'excédent des échanges agricoles et agroalimentaires s'établit à 9,4 milliards d'euros, en hausse de 267 millions d'euros par rapport à 2014. Les exportations progressent de 3,6 % en valeur, dépassant 60 milliards d'euros. Si les prix des produits agricoles et agroalimentaires vendus diminuent légèrement par rapport à 2014 (- 0,5 %), les volumes exportés augmentent de 4,1 %. Les importations s'accroissent, quant à elles, de 3,7 % en valeur, sous l'effet conjugué d'une hausse des prix et des volumes des produits importés (respectivement + 2 % et + 1,7 %). Au final, l'excédent des échanges agroalimentaires s'améliore, la hausse des volumes exportés faisant plus que compenser la progression des importations, tant en valeur qu'en volume.

Embellie de l'excédent agroalimentaire en valeur après 2 années de baisse



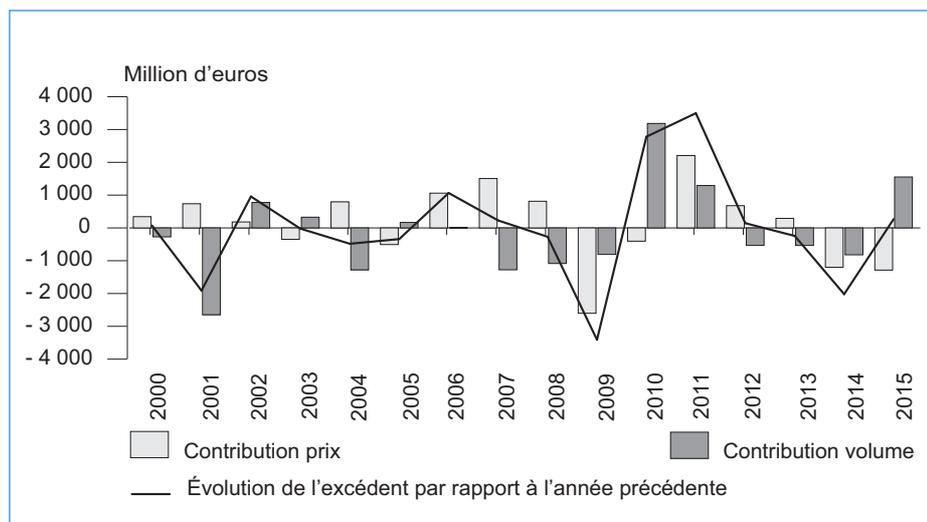
Sources : DGDDI (Douanes) - Calculs Agreste

En 2015, l'excédent augmente en volume



Sources : DGDDI (Douanes) - Calculs Agreste

En 2015, la hausse des quantités exportées permet à l'excédent des échanges de progresser après 2 années consécutives de baisse



Sources : DGDDI (Douanes) - Calculs Agreste

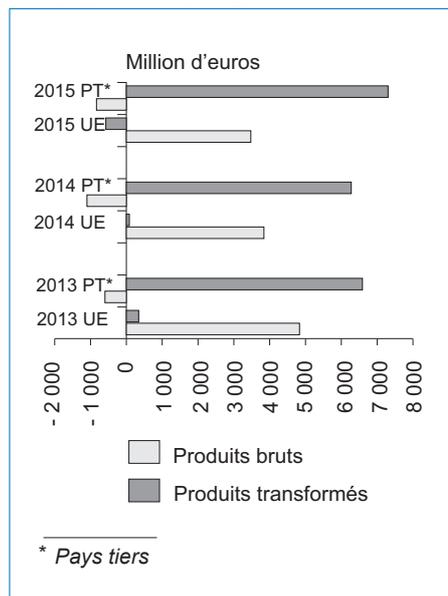
Tassement de l'excédent commercial en produits bruts

En 2015, l'excédent des échanges en produits agricoles bruts atteint 2,6 milliards d'euros, en baisse de 0,1 milliard d'euros par rapport à 2014. L'évolution des prix explique cette baisse, atténuée, toutefois, par la hausse de l'excédent en volume. Ce recul concerne uniquement les échanges avec l'Union européenne (- 366 millions d'euros) alors que le

solde avec les pays tiers continue de s'améliorer (+ 265 millions d'euros).

L'excédent des échanges en produits transformés s'élève, quant à lui, à 6,7 milliards d'euros sur la même période, en hausse de 0,4 milliard d'euros par rapport à 2014. La hausse des volumes contribue pour 91 % à l'amélioration et celle des prix pour 9 %. Bien que les exportations vers les pays tiers ne représentent que 38 % des exportations totales, elles participent pour un milliard d'euros à la croissance de l'excédent des échanges en produits transformés. À l'inverse, l'excédent se dégrade avec les pays de l'Union européenne (- 0,7 milliard d'euros).

En 2015, l'excédent des échanges en produits transformés avec les pays tiers progresse nettement



Sources : DGDDI (Douanes) - Calculs Agreste

Exportations de céréales : la progression des volumes compense la baisse des cours

À la suite de récoltes 2014 abondantes, tant au niveau mondial que français, les prix du blé tendre hexagonal s'orientent à la baisse malgré des exportations soutenues dans un contexte de marché mondial dynamique. Début 2015, les cours du blé tendre reculent de nouveau, en lien avec la baisse générale enregistrée sur le marché mondial et en dépit de tensions persistantes sur le plan politique, en particulier en mer Noire. Les excédents mondiaux, la météo plutôt favorable au développement des

cultures mais aussi les conditions de financement tendues dans certains pays importateurs, expliquent ensuite le maintien de la pression à la baisse sur les cours jusqu'à l'approche de l'été. À partir de la première quinzaine de juin 2015 les prix de l'ensemble des céréales et donc du blé tendre remontent, à la suite de craintes de plus en plus vives relatives à des risques de sécheresse dans certaines zones de production. Les inquiétudes retombent bien vite et avec elles, les prix du blé tendre, au moment de l'arrivée de la récolte 2015, encore très importante, qui enregistre même un niveau record en France. Les prix du blé tendre s'orientent donc de nouveau à la baisse, même s'ils rebondissent momentanément fin novembre-début décembre, en lien avec des achats en provenance d'Algérie, d'Égypte et d'Indonésie.

Dans ce contexte, la valeur des exportations françaises de blé tendre en 2015 subit l'effet de la baisse des cours, même si la baisse de l'euro et du fret favorise la compétitivité du blé français sur le marché mondial. Les expéditions de blé tendre diminuent ainsi de 212 millions d'euros par rapport à 2014 (- 5,7 %). Le prix moyen du blé tendre français baisse de 4,2 % sur un an. Parallèlement, les quantités exportées de blé tendre diminuent de 1,5 % par rapport à 2014, pour s'établir à 18,7 millions de tonnes, soit, malgré tout, le deuxième plus haut niveau atteint depuis 2010 (19,6 Mt), après 2014 (18,9 Mt). Sur la première partie de l'année, les exportations ont été particulièrement pénalisées par la forte contraction des volumes achetés par le Maroc et l'Algérie, principaux débouchés pour les céréales françaises, en dépit d'un volume élevé de ventes à l'Égypte et l'Asie.

En 2015, les exportations françaises d'orge augmentent de 484 millions d'euros par rapport à 2014 (+ 52,1 %). Les quantités progressent de 47 % et les prix de 4 %. La France profite de l'augmentation de la demande chinoise, à la fois en orges fourragères et en orges brassicoles, ces dernières trouvant traditionnellement dans ce pays, leur principal débouché vers les pays tiers. Cette

demande, d'une ampleur inédite (+ 161 % en quantité et + 187 % en valeur) s'est exprimée quasiment tout au long de l'année 2015, avant de se tasser lors du dernier trimestre.

En 2015, les exportations de maïs croissent de 165 millions d'euros par rapport à l'année dernière (+ 10,3 %). La récolte française record de 2014, principalement écoulee en 2015, a pesé sur les prix du maïs et donc sur la valeur des exportations françaises. Le prix du maïs français exporté diminue ainsi en moyenne, de 10 % par rapport à 2014. Toutefois, les marchandises françaises ont gagné en compétitivité. Les quantités exportées de maïs progressent, atteignant 7,2 Mt (+ 22,5 % par rapport à 2014), un niveau jamais atteint depuis 2005 (7,4 Mt exportées).

Filière oléagineuse : déficit aggravé en dépit de récoltes abondantes

En 2015, le déficit de la filière oléagineuse (graines, huiles et tourteaux) se creuse de 75 millions d'euros, dépassant les 2,5 milliards d'euros. Le déficit des échanges d'huiles, de graisses et de tourteaux se détériore de 108 millions d'euros. Hors tourteaux, les exportations d'huiles et de corps gras augmentent de 57 millions d'euros (+ 6 %), grâce à la hausse des volumes expédiés (+ 7 %) mais les importations progressent de manière plus importante (+ 107 millions d'euros), sous l'effet de la hausse des prix (+ 8 %), en lien avec la baisse de l'euro.

S'agissant des tourteaux, le déficit se dégrade aussi (- 57 millions d'euros). Les importations progressent en valeur (+ 3,2 %), malgré des prix en recul (- 4 %), portées par des volumes en hausse (+ 7,3 %) alors que les exportations reculent (- 2 %). Ce sont surtout les achats de tourteaux de soja (+ 9 % en volume) qui contribuent à cette hausse, incorporés de manière importante par les fabricants d'aliments du bétail français, dans un contexte de production mondiale record de soja en 2015 pour la deuxième année consécutive.

En revanche, les échanges de graines oléagineuses enregistrent un recul

du déficit de 33 millions d'euros, les exportations augmentant plus que les importations (respectivement + 67 et + 34 millions d'euros). Ce résultat est largement imputable à la première graine oléagineuse cultivée dans l'Hexagone, à savoir le colza. La production française affiche, en effet pour 2014 et 2015, des niveaux de production supérieurs à la moyenne quinquennale, propices à la hausse des exportations et à la réduction des importations.

Sucre : hausse de l'excédent des échanges

La production française de sucre affiche un niveau record en 2014-2015, parallèlement aux importantes disponibilités constatées au niveau mondial. Dans ce contexte, les exportations de sucre augmentent de 17 millions d'euros en 2015 (+ 1,6 %), en lien avec une demande européenne plus soutenue. La hausse des quantités (+ 16 %) a plus que compensé le recul des prix (- 12,5 %). Dans le même temps, les importations de sucre diminuent de 66 millions d'euros (- 20,4 %), en raison de la baisse à la fois des volumes et des prix (respectivement - 13,3 % et - 8,2 %).

Pommes de terre : un excédent commercial qui s'améliore

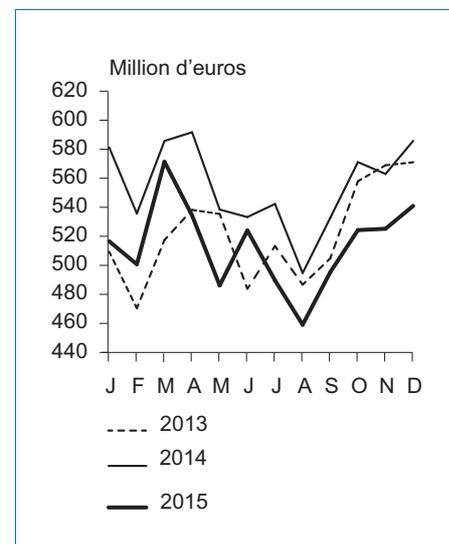
En 2014-2015, la production de pommes de terre a progressé du fait d'une météo favorable et de l'augmentation des surfaces. Cette hausse des disponibilités a eu pour conséquence une stabilisation des prix de la pomme de terre à des niveaux assez bas pendant une grande partie de l'année 2015, avant qu'ils ne se raffermissent, à la suite d'une récolte 2015 en recul sur un an. En 2015, les exportations de pommes de terre en frais augmentent en valeur de 23 millions d'euros, grâce à des volumes et des prix en hausse par rapport à 2014 (respectivement + 2,7 % et + 3,2 %). Les importations de pommes de terre en frais, quant à elles, diminuent de 4 millions d'euros en valeur du fait de la baisse des achats (- 8,2 % en volume) et font plus que compenser la progression des prix (+ 4,1 %).

Produits laitiers : repli des exportations en valeur sous la pression de la baisse des cours mondiaux

En 2015, les exportations de produits laitiers diminuent de 488 millions d'euros par rapport à 2014 (- 7,3 %). Ce recul marqué s'explique par la chute des prix du lait et des produits industriels, conséquence d'un déséquilibre entre une offre importante et une demande en repli. La Chine, premier importateur de poudres de lait, a considérablement freiné ses achats de produits laitiers et le débouché russe reste toujours fermé à la suite de l'embargo décrété en août 2014. Si les volumes exportés progressent (+ 2,1 %), ils ne suffisent pas à compenser le recul des prix (- 9,2 %).

De leur côté, les importations de produits laitiers diminuent mais de seulement 349 millions d'euros (- 10,5 % sur un an), sous l'effet du recul des prix des marchandises achetées (- 11,5 %) alors que les volumes augmentent légèrement (+ 1,2 %). La principale baisse est à mettre au crédit des importations de beurre (- 123 millions d'euros) sous l'effet conjugué de la diminution des prix (- 14,2 %) et des quantités achetées (- 2,7 %). Au final, l'excédent des échanges de produits laitiers régresse de 138 millions d'euros en 2015 pour s'établir 3,2 milliards d'euros.

Forte baisse des exportations de produits laitiers en valeur



Source : DGDDI (Douanes)

Filière animale : hausse des exportations de bovins vivants et de viandes

En 2015, l'excédent des échanges de la filière animale s'élève à 709 millions d'euros, en progression de 336 millions d'euros par rapport à 2014.

S'agissant des animaux vivants, le solde augmente de 130 millions d'euros. En effet, les exportations de bovins vivants croissent de 112 millions d'euros, sous l'effet d'une demande dynamique en provenance des pays tiers, principalement de Turquie mais aussi du Liban, et d'une légère augmentation des ventes vers l'Union européenne, malgré la baisse des exportations vers l'Italie, principal débouché pour les bovins français.

Le déficit des échanges de produits animaux (viandes, préparations et sous-produits issus de l'abattage : abats, peaux...) se réduit (- 206 millions d'euros) pour s'établir à 932 millions d'euros. Il régresse pour les viandes bovines et porcines avec, respectivement, + 82 et + 29 millions d'euros. Pour les viandes de volailles, les échanges sont très légèrement excédentaires (+ 26 millions d'euros).

Concernant la viande bovine, la réduction du déficit en 2015 provient d'une baisse des importations de 61 millions d'euros (- 4,6 %) mais également d'une hausse des exportations, de 20 millions d'euros (+ 2,3 %). Les quantités importées diminuent de 6,2 % et les prix progressent de 1,7 %. Cette baisse des quantités importées peut être reliée à la hausse des abattages de bovins qui augmentent pour la seconde année consécutive (+ 2,5 % en 2015 après + 0,9 % en 2014), dans un contexte

où la consommation apparente française de viande bovine diminue.

En ce qui concerne les viandes blanches, si les expéditions de viandes de porc sont en recul (- 93 millions d'euros), les importations le sont plus encore (- 122 millions d'euros) du fait de disponibilités importantes sur le marché hexagonal et d'approvisionnements largement couverts par les abattoirs français. En viande de volailles, les exportations françaises progressent en 2015, grâce au redressement des ventes de celles de poulets vers les pays tiers.

Les vins et alcools : le moteur des exportations de produits agroalimentaires en 2015

En 2015, les exportations de vins et champagne augmentent de 528 millions d'euros, pour atteindre près de 8,3 milliards (+ 6,8 %). Les volumes sont à peu près stables (+ 0,5 %) et les prix en hausse de 6,3 %. Les importations du Royaume-Uni, premier débouché des vins et champagne français en 2014 (en valeur), reculent en volume mais la demande s'est déplacée vers des gammes de vins mieux valorisées, permettant à la France d'augmenter ses exportations en valeur. L'Allemagne demeure le principal marché en volume des vins et champagne français à l'exportation. Par rapport à 2014, les expéditions vers cette destination se réduisent cependant en volume et en valeur. Les États-Unis deviennent la 1^{ère} destination à l'exportation des vins et champagne en valeur avec 1,3 milliard d'euros. C'est le pays qui contribue le plus à la croissance des exportations avec une hausse de 261 millions d'euros (+ 24,3 % par

rapport à 2014), tirée par les ventes de vins mais surtout de champagne.

Après les baisses de 2013 et 2014, les expéditions vers le groupe « Chine, Hong Kong, Singapour et Taïwan » repart nettement à la hausse en valeur (+ 20 %). C'est vers la Chine qu'elles progressent le plus (+ 26,7 %) pour atteindre 556 millions d'euros en 2015, après une année 2014 difficile. Cette destination devient ainsi le quatrième débouché en valeur pour les ventes de vins et champagnes français. Vers les pays tiers, la hausse des exportations concerne essentiellement les vins AOP (+ 24,9 % vers la Chine, + 15,4 % vers les États-Unis...). Pour la première fois, les exportations en volume de vins français d'appellation vers les pays tiers dépassent, en 2015, celles vers l'Union européenne.

En 2015, les exportations d'alcools spiritueux (cognac, rhum, etc.) sont en hausse de 461 millions d'euros (+ 13,2 %) et atteignent 3,9 milliards d'euros. Les ventes de cognac qui représentent près de 66 % des expéditions françaises d'alcools distillés, progressent de 427 millions d'euros par rapport à 2014 (+ 19,6 %), sous l'effet de la hausse des quantités vendues (+ 8,9 %). Ces dernières rebondissent notamment à destination de l'Union européenne et surtout de la Chine. Ce dernier pays affiche un net redressement, après une baisse en 2014. Vers les États-Unis, les exportations demeurent soutenues. En valeur, si les exportations varient peu vers Singapour (- 0,2 %), elles augmentent fortement vers la Chine (+ 25 %) et plus encore vers les États-Unis (+ 43 %), soit respectivement + 58 et + 282 millions d'euros.

Les exportations progressent vers les pays tiers sous l'impulsion des ventes de céréales, de vins et de boissons alcoolisées vers la Chine et les États-Unis

Destinations	Exportations en 2015 (million d'euros)	Évolution 2015/2014 (million d'euros)	Évolution 2015/2014 (%)	Les trois produits contribuant le plus à l'évolution des exportations françaises vers ce pays
Allemagne	6 493	- 82	- 1	Vins de raisin (- 85 millions d'euros) Viandes de boucherie et produits d'abattage (27 millions d'euros) Boissons rafraichissantes ; eaux minérales et autres eaux en bouteille (20 millions d'euros)
Belgique	6 351	105	2	Cacao, chocolat et produits de confiserie (69 millions d'euros) Produits amylacés (- 56 millions d'euros) Céréales (à l'exclusion du riz), légumineuses et oléagineux (42 millions d'euros)
Royaume-Uni	5 445	280	5	Café et thé transformés (53 millions d'euros) Sucre (50 millions d'euros) Vins de raisin (50 millions d'euros)
Italie	5 359	- 258	- 5	Céréales (à l'exclusion du riz), légumineuses et oléagineux (- 132 millions d'euros) Viandes de boucherie et produits d'abattage (- 98 millions d'euros) Produits laitiers et fromages (- 34 millions d'euros)
États-Unis	3 672	723	25	Boissons alcoolisées distillées (319 millions d'euros) Vins de raisin (261 millions d'euros) Aliments pour animaux de ferme (30 millions d'euros)
Chine	2 510	851	51	Céréales (à l'exclusion du riz), légumineuses et oléagineux (600 millions d'euros) Vins de raisin (117 millions d'euros) Viandes de boucherie et produits d'abattage (67 millions d'euros)
Suisse	1 605	98	7	Autres fruits d'arbres ou d'arbustes et fruits à coque (20 millions d'euros) Fruits à pépins et à noyau (11 millions d'euros) Vins de raisin (10 millions d'euros)
Algérie	1 403	- 252	- 15	Céréales (à l'exclusion du riz), légumineuses et oléagineux (- 126 millions d'euros) Produits laitiers et fromages (- 84 millions d'euros) Sucre (- 18 millions d'euros)
Hong kong	651	69	12	Vins de raisin (73 millions d'euros) Viandes de boucherie et produits d'abattage (- 14 millions d'euros) Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche (11 millions d'euros)
Arabie Saoudite	611	86	16	Viandes de volailles (59 millions d'euros) Céréales (à l'exclusion du riz), légumineuses et oléagineux (- 27 millions d'euros) Boissons rafraichissantes ; eaux minérales et autres eaux en bouteille (18 millions d'euros)
Grèce	535	- 59	- 10	Viandes de boucherie et produits d'abattage (- 41 millions d'euros) Sucre (- 15 millions d'euros) Céréales (à l'exclusion du riz), légumineuses et oléagineux (6 millions d'euros)
Égypte	534	88	20	Céréales (à l'exclusion du riz), légumineuses et oléagineux (51 millions d'euros) Sucre (17 millions d'euros) Aliments homogénéisés et diététiques (7 millions d'euros)
Maroc	522	- 144	- 22	Céréales (à l'exclusion du riz), légumineuses et oléagineux (- 148 millions d'euros) Huiles et graisses (15 millions d'euros) Produits laitiers et fromages (- 12 millions d'euros)
Russie (fédération de)	359	- 227	- 39	Produits laitiers et fromages (- 39 millions d'euros) Boissons alcoolisées distillées (- 30 millions d'euros) Autres produits alimentaires n.c.a. (- 24 millions d'euros)
Turquie	289	99	52	Autres bovins et buffles, vivants et leur sperme (80 millions d'euros) Céréales (à l'exclusion du riz), légumineuses et oléagineux (13 millions d'euros) Produits à base de tabac (- 6 millions d'euros)
Thaïlande	270	117	77	Céréales (à l'exclusion du riz), légumineuses et oléagineux (83 millions d'euros) Produits laitiers et fromages (13 millions d'euros) Vins de raisin (5 millions d'euros)
Mexique	173	62	55	Céréales (à l'exclusion du riz), légumineuses et oléagineux (56 millions d'euros) Vins de raisin (6 millions d'euros) Aliments pour animaux de ferme (- 2 millions d'euros)
Nigeria	130	- 62	- 32	Céréales (à l'exclusion du riz), légumineuses et oléagineux (- 42 millions d'euros) Autres produits alimentaires n.c.a. (7 millions d'euros) Boissons alcoolisées distillées (- 6 millions d'euros)
Inde	114	61	116	Céréales (à l'exclusion du riz), légumineuses et oléagineux (32 millions d'euros) Huiles et graisses (23 millions d'euros) Produits laitiers et fromages (2 millions d'euros)
Bangladesh	85	72	557	Céréales (à l'exclusion du riz), légumineuses et oléagineux (64 millions d'euros) Produits laitiers et fromages (4 millions d'euros) Autres produits alimentaires n.c.a. (4 millions d'euros)

Source : DGDDI (Douanes)

En 2015, la valeur des exportations augmente, sous l'effet de la progression des quantités vendues, les prix restant à peu près stables

Produits CPF4	Montant des exportations 2015 (million d'euros)	Évolution de la valeur des exportations 2015/2014 (%)	Évolution des volumes exportés 2015/2014 (%) ¹	Évolution des prix 2015/2014 (%) ¹
Produits agricoles bruts et agroalimentaires	60 074	3,6	4,1	- 0,5
PRODUITS BRUTS	15 657	6,3	9,9	- 3,3
Agriculture et élevage	14 660	6,3	7,6	- 1,2
Céréales, légum., oléagi.	8 327	6,3	9,2	- 2,7
<i>Céréales n. c. riz</i>	7 167	6,3	10,1	- 3,4
<i>Oléoprotéagineux</i>	1 154	6,2	3,9	2,1
Légumes, fleurs, plantes	2 223	7,8	5,4	2,3
<i>Légumes</i>	1 917	7,3	4,4	2,8
Prod. cult. permanentes	1 870	2,9	- 5,9	9,3
<i>Fruits</i>	1 536	4,4	- 5,8	10,9
<i>Café, cacao, thé</i>	34	- 17,7	- 31,0	19,4
Animaux vifs, œufs, miel	2 241	7,7	15,6	- 6,8
<i>Bovins</i>	1 365	8,9	9,3	- 0,4
Produits sylvicoles	434	5,7	92,9	- 45,2
Pêche et aquaculture	563	7,6	4,9	2,6
IAA, TABACS	44 416	2,7	2,2	0,5
Viandes, prod. de l'abattage	4 521	- 0,6	0,8	- 1,4
<i>Viande bovine</i>	915	2,3	1,9	0,4
<i>Viande porcine</i>	747	- 11,1	- 4,6	- 6,7
<i>Volaille</i>	1 018	4,6	0,4	4,2
Prod. préparés de la pêche	852	10,7	7,1	3,4
Prod. à base de fruits & lég.	1 948	- 3,1	- 2,6	- 0,6
Huiles, tourteaux, corps gras	1 163	4,7	3,8	0,9
<i>Tourteaux</i>	170	- 2,2	- 11,9	11,0
Produits laitiers, glaces	6 551	- 6,8	2,0	- 8,6
<i>Fromages</i>	3 025	- 0,6	1,1	- 1,7
Produits des céréales	2 663	- 0,5	- 0,3	- 0,2
Biscuits, pâtisseries, pâtes	1 687	4,8	1,6	3,2
Autres produits alimentaires	7 990	3,8	3,9	- 0,1
<i>Sucre</i>	1 106	1,6	16,0	- 12,5
<i>Chocolat, confiserie</i>	2 158	7,8	0,8	6,9
Aliments pour animaux	2 232	9,7	10,4	- 0,6
Boissons	14 562	8,0	1,7	6,2
<i>Vins, champagne</i>	8 270	6,8	0,5	6,3
<i>Eaux-de-vie, alcools</i>	3 946	13,2	3,5	9,4
Tabacs	247	- 16,5	- 18,3	2,2

1. Cf. Méthodologie

Note de lecture : en 2015, les exportations de céréales se sont élevées à 7,2 milliards d'euros, soit une hausse de 6 % par rapport à 2014 : les quantités exportées de céréales ont augmenté de 10 % et les prix auxquels elles ont été vendues ont baissé de 3 %.

Sources : DGDDI (Douanes), calculs Agreste

En 2015, la valeur des importations augmente, sous l'effet de la hausse des prix liée à la baisse de l'euro et des quantités achetées

Produits CPF4	Montant des importations 2015 (million d'euros)	Évolution de la valeur des importations 2015/2014 (%)	Évolution des volumes importés 2015/2014 (%) ¹	Évolution des prix 2015/2014 (%) ¹
Produits agricoles bruts et agroalimentaires	50 704	3,7	1,7	2,0
PRODUITS BRUTS	13 017	8,6	2,0	6,5
Agriculture et élevage	11 314	9,5	1,2	8,2
Céréales, légum., oléagi.	1 719	- 0,7	- 4,9	4,4
<i>Céréales n. c. riz</i>	437	- 9,6	- 15,0	6,3
<i>Oléoprotéagineux</i>	1 278	2,7	- 0,9	3,7
Légumes, fleurs, plantes	3 000	8,0	0,2	7,7
<i>Légumes</i>	2 441	12,4	2,3	9,8
Prod. cult. permanentes	5 995	14,1	2,7	11,1
<i>Fruits</i>	3 849	17,5	3,7	13,4
<i>Café, cacao, thé</i>	990	13,3	- 4,4	18,5
Animaux vifs, œufs, miel	599	5,4	10,8	- 4,8
<i>Bovins</i>	45	- 20,4	- 24,9	6,0
Produits sylvicoles	258	3,9	17,2	- 11,3
Pêche et aquaculture	1 446	2,7	4,9	- 2,1
IAA, TABACS	37 686	2,1	1,6	0,5
Viandes, prod. de l'abattage	5 454	- 4,1	- 2,4	- 1,7
<i>Viande bovine</i>	1 259	- 4,6	- 6,2	1,7
<i>Viande porcine</i>	814	- 13,0	- 6,0	- 7,5
<i>Volaille</i>	992	2,4	4,7	- 2,1
Prod. préparés de la pêche	3 761	4,6	- 0,7	5,4
Prod. à base de fruits & lég.	4 462	2,2	0,6	1,7
Huiles, tourteaux, corps gras	3 572	4,7	2,7	2,0
<i>Tourteaux</i>	1 708	3,2	7,3	- 3,8
Produits laitiers, glaces	3 196	- 9,7	1,2	- 10,7
<i>Fromages</i>	1 336	- 0,9	6,5	- 6,9
Produits des céréales	1 609	3,6	4,4	- 0,8
Biscuits, pâtisseries, pâtes	2 158	7,4	4,9	2,4
Autres produits alimentaires	7 637	5,4	3,0	2,3
<i>Sucre</i>	258	- 20,4	- 13,3	- 8,2
<i>Chocolat, confiserie</i>	2 828	8,6	0,5	8,1
Aliments pour animaux	934	12,5	1,9	10,5
Boissons	3 179	4,8	3,3	1,5
<i>Vins, champagne</i>	682	8,5	7,6	0,8
<i>Eaux-de-vie, alcools</i>	1 106	1,7	- 1,6	3,3
Tabacs	1 725	5,5	6,4	- 0,8

1. Cf. Méthodologie

Note de lecture : en 2015, les importations de céréales se sont élevées à 437 millions d'euros, soit une hausse de 10 % par rapport à 2014 : les quantités importées de céréales ont diminué de 15 % et les prix auxquels elles ont été achetées ont augmenté de 6 %.

Sources : DGDDI (Douanes), calculs Agreste

L'excédent des échanges agricoles et agroalimentaires augmente en valeur en 2015 grâce à la hausse des quantités exportées

Produits CPF4	Montant du solde des échanges 2015 (million d'euros)	Évolution du solde entre 2014 et 2015 (million d'euros)	Contribution des volumes à l'évolution du solde entre 2014 et 2015 (million d'euros) ¹	Contribution des prix à l'évolution du solde entre 2014 et 2015 (million d'euros) ¹
Produits agricoles bruts et agroalimentaires	9 370	267	1 553	- 1 286
PRODUITS BRUTS	2 640	- 101	1 218	- 1 319
Agriculture et élevage	3 346	- 116	923	- 1 039
Céréales, légum., oléagi.	6 608	503	804	- 302
<i>Céréales n. c. riz</i>	6 730	470	750	- 280
<i>Oléoprotéagineux</i>	- 123	33	54	- 21
Légumes, fleurs, plantes	- 777	- 61	105	- 166
<i>Légumes</i>	- 524	- 138	28	- 166
Prod. cult. permanentes	- 4 125	- 688	- 250	- 438
<i>Fruits</i>	- 2 313	- 509	- 205	- 304
<i>Café, cacao, thé</i>	- 956	- 124	25	- 149
Animaux vifs, œufs, miel	1 641	130	264	- 134
<i>Bovins</i>	1 320	124	131	- 7
Produits sylvicoles	177	14	339	- 326
Pêche et aquaculture	- 883	1	- 44	45
IAA, TABACS	6 730	368	334	33
Viandes, prod. de l'abattage	- 932	206	174	32
<i>Viande bovine</i>	- 344	82	99	- 17
<i>Viande porcine</i>	- 66	29	17	12
<i>Volaille</i>	26	22	- 41	63
Prod. préparés de la pêche	- 2 909	- 82	81	- 164
Prod. à base de fruits & lég.	- 2 514	- 160	- 76	- 84
Huiles, tourteaux, corps gras	- 2 409	- 108	- 49	- 59
<i>Tourteaux</i>	- 1 538	- 57	- 142	84
Produits laitiers, glaces	3 356	- 136	99	- 234
<i>Fromages</i>	1 688	- 7	-53	46
Produits des céréales	1 053	- 68	-77	9
Biscuits, pâtisseries, pâtes	- 471	- 71	-73	2
Autres produits alimentaires	353	- 98	83	- 181
<i>Sucre</i>	847	83	218	- 135
<i>Chocolat, confiserie</i>	- 669	- 67	4	- 71
Aliments pour animaux	1 298	94	197	- 103
Boissons	11 384	931	134	796
<i>Vins, champagne</i>	7 588	475	-9	484
<i>Eaux-de-vie, alcools</i>	2 840	443	140	303
Tabacs	- 1 478	- 139	- 159	19

1. Cf. Méthodologie

Note de lecture : en 2015, l'excédent des échanges de céréales s'est élevé à 6,7 milliards d'euros, soit une hausse de 0,5 milliard d'euros par rapport à 2014 : l'évolution des quantités échangées contribue pour 750 millions d'euros à la progression de l'excédent et la baisse des prix y contribue négativement pour 280 millions d'euros.

Sources : DGDDI (Douanes), calculs Agreste

Sources, définitions et méthodes

Source :

- Commerce extérieur de la France : direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI)

Calcul des effets volume et prix :

- Pour cette étude, l'évolution de la valeur des exportations, des importations et du solde du commerce extérieur entre l'année n – 1 et l'année n est partagée en deux facteurs : l'effet quantité et l'effet prix unitaire. Ces deux effets conjugués représentent l'évolution des exportations, des importations et du solde commercial.

Soient :

- pe1 : la valeur unitaire à l'exportation de l'année n – 1
- pe2 : la valeur unitaire à l'exportation de l'année n
- pi1 : la valeur unitaire à l'importation de l'année n – 1
- pi2 : la valeur unitaire à l'importation de l'année n
- qe1 : la quantité exportée de l'année n – 1
- qe2 : la quantité exportée de l'année n
- qi1 : la quantité importée de l'année n – 1
- qi2 : la quantité importée de l'année n

1. **Pour les exportations**, au niveau de chaque produit de la nomenclature douanière NC8, l'effet quantité et l'effet prix unitaire ont été calculés ainsi :

$$\text{Effet quantité } n/n - 1 = (pe1 * qe2 - pe1 * qe1) / (pe1 * qe1)$$

- Il représente l'évolution des exportations à prix unitaire constant par rapport à l'année N - 1

$$\text{Effet prix unitaire } n/n - 1 = (qe2 * pe2 - qe2 * pe1) / (pe1 * qe1)$$

- Il représente l'évolution des exportations à volume constant par rapport à l'année N - 1

Le calcul est identique pour les importations

2. **Pour le solde du commerce extérieur**, au niveau de chaque produit de la nomenclature douanière NC8, l'effet quantité et l'effet prix unitaire ont été calculés ainsi :

$$\text{Effet quantité } n/n - 1 = [(pe1 * qe2 - pe1 * qe1) - (pi1 * qi2 - pi1 * qi1)] / (pe1 * qe1 - pi1 * qi1)$$

- Il représente l'évolution du solde à prix unitaire constant par rapport à l'année N-1

$$\text{Effet prix unitaire } n/n - 1 = [(qe2 * pe2 - qe2 * pe1) - (qi2 * pi2 - qi2 * pi1)] / (pe1 * qe1 - pi1 * qi1)$$

- Il représente l'évolution du solde à quantité constante par rapport à l'année N-1

3. On agrège ensuite au niveau des groupes de la CPF rév 2 en sommant les effets au niveau de la NC8.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne/Disar/Données en ligne/Rubriques/Economie agricole/Conjoncture de l'économie agricole/Conjoncture du commerce extérieur agroalimentaire » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture – Commerce extérieur » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Baisse des prix et embargo russe pèsent sur les exportations agricoles et agroalimentaires françaises », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2015/262, mars 2015
- « Produits laitiers, viandes porcines, fruits et légumes : principales productions impactées par l'embargo russe », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2014/253, octobre 2014
- « En 2013, les exportations de céréales permettent à l'excédent agroalimentaire de se maintenir à haut niveau », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2014/235, mars 2014
- « En dix ans, l'Allemagne est devenu l'acteur européen incontournable de la production de viande porcine », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2014/231, janvier 2014
- « En 2013, l'excédent des échanges agroalimentaires progresse grâce aux exportations de céréales », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2013/226, octobre 2013
- « En 2012, les échanges agroalimentaires avec les pays tiers s'intensifient », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2013/205, mars 2013
- « L'excédent agroalimentaire progresse grâce à une demande soutenue des pays tiers en produits transformés », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2012/195, octobre 2012
- « Marché européen de viande de poulet : la France concurrencée sur les marchés intérieur et intracommunautaire », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2012/188, septembre 2012

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
ASTREDHOR : Association nationale des structures d'expérimentation et de démonstration en horticulture
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidéf : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
CNPO : Comité national pour la promotion de l'œuf
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
CTIFL : Centre technique interprofessionnel des fruits et des légumes
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Itavi : Institut technique de l'aviculture
Matif : Marché à terme international de France
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
WASDE : Word agricultural supplies and demand estimates

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques

BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics
Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fob : free on board
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
IAA : industries agroalimentaires
ICA : indice de chiffre d'affaires
Ipa : indice de prix de l'alimentation animale
Ipampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
Naf : nomenclature d'activités française
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
ProdCom : production communautaire
Rica : réseau d'information comptable agricole
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officielle
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Secrétariat Général

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

3 rue Barbet de Jouy - 75349 PARIS 07 SP

Site internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot

Rédactrice en chef : Annie Delort

Composition : SSP Beauvais

Dépot légal : À parution

© Agreste 2016

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr

Sommaire des synthèses

Synthèses

Après deux années de baisse, rebond des exportations de vins vers les pays tiers en 2015 <i>Viticulture</i>	7	L. Bernadette
Au 3 ^e trimestre 2015, l'activité des IAA a de nouveau progressé sur un an <i>IAA</i>	11	M. Kuhn-le-Braz
En 2015, le marché français du porc subit une forte baisse des cours, sous l'effet d'une production européenne en hausse et d'une concurrence renforcée entre pays de l'UE <i>Porcins</i>	21	C. Pendariès
2015 : une production d'agneaux en hausse pour la seconde année consécutive <i>Ovins</i>	27	M.A. Lapuyade
En 2015, les exportations de vins et alcools tirent la croissance de l'excédent agroalimentaire français <i>Commerce extérieur agroalimentaire</i>	33	T. Champagnol
Organismes et abréviations	43	
Pour en savoir plus	45	
Liste des Infos rapides parues		
Animaux de boucherie - Bovins, n° 2/11, février 2016		<i>M.A. Lapuyade</i>
Animaux de boucherie - Ovins, n° 2/11, février 2016		<i>M.A. Lapuyade</i>
Animaux de boucherie - Porcins, n° 2/11, février 2016		<i>C. Pendariès</i>
Aviculture, n° 3/11, mars 2016		<i>C. Pendariès</i>
Bois et dérivés n° 1/2, mars 2016		<i>G. Astrié, R. Jean</i>
Carotte n° 5/6, février 2016		<i>P. Arnoux</i>
Chicorée n° 4/5, février 2016		<i>P. Arnoux</i>
Chou-fleur n° 5/6, mars 2016		<i>F. Kane</i>
Climatologie, n° 3/12, mars 2016		<i>M. Le Turdu</i>
Commerce extérieur agroalimentaire, n° 3/12, mars 2016		<i>T. Champagnol</i>
Concombre, n° 1/5, mars 2016		<i>F. Kane</i>
Coûts de production, n° 3/10, mars 2016		<i>M. Kuhn-le-Braz, A. Lavergne</i>
Endive, n° 3/5, février 2016		<i>P. Arnoux</i>
Grandes cultures et fourrages, n° 1/10, février 2016		<i>O. Satger</i>
Lait, n° 3/12, mars 2016		<i>S. Cazeneuve</i>
Laitue, n° 5/6, février 2016		<i>P. Arnoux</i>
Poireau, n° 5/5, mars 2016		<i>F. Kane</i>
Prix agricoles et alimentaires, n° 3/10, mars 2016		<i>A. Delort</i>
Stocks Pommes-Poires, n° 6/10, mars 2016		<i>L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts</i>
Tomate, n° 1/6, mars 2016		<i>F. Kane</i>

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les principales séries mensuelles sont présentes dans Le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

Numéro 1 - mars 2016

Agreste : la statistique agricole

*Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Secrétariat Général*

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr
